



Le Premier ministre explicite la Loi de Finances 2017

## Sellal réfute toute politique d'austérité

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est montré rassurant, hier, lors de son passage à la télévision algérienne, à l'occasion d'une émission spéciale. M. Sellal se disant " franc " a affirmé que le gouvernement maîtrise la situation malgré la chute brutale des prix du pétrole.

Page 24

### Protection civile

## Important dispositif de sécurité à l'occasion du Nouvel An

Page 24

### La loi de finances 2017 signée par Bouteflika

# Les principaux changements

La loi de finances 2017, signée hier par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, prévoit une hausse de plusieurs taxes, impôts et droits de timbre pour compenser partiellement la chute des recettes fiscales pétrolières budgétisées, attendues en baisse de 30% par rapport à 2016.

- Nouvelles mesures au profit de l'investissement
- Budgets prévisionnels pour 2018 et 2019

Page 3



### Un décret exécutif promulgué au premier trimestre 2017

## Pétards, fumigènes et feux d'artifice interdits à l'importation

Page 4



### Changement à la tête des groupes industriels publics

# Bouchouareb réoriente les entreprises

Le ministère de l'industrie et des mines a effectué un grand changement à la tête des groupes industriels publics. Changement de poste et « mise à la retraite » pour ne pas dire limo-geages caractérisent cette opération d'envergure.

Page 4

### Dès 2025

## L'Algérie pourra transformer localement toute sa production pétrolière

explique M. Bouterfa, soulignant que le pays sera, dès lors, un « exportateur marginal » de pétrole. Ces projets permettent d'entrevoir un « bond appréciable » dans le domaine de la diversification et de la substitution aux importations, selon le ministre qui a précisé que les quatre raffineries à venir (Tiaret, Hassi Messaoud, Biskra et Arzew) accroîtront la production de carburants de quelque 20 millions de tonnes. Ces quantités sont « largement suffisantes pour la consommation locale, avec un surplus qui sera destiné à l'exportation », avance M. Bouterfa, considérant que cette projection faite par le gouvernement est aussi « le grand défi de Sonatrach ».

Abordant le gaz de schiste, il a estimé que le déclin « inéluctable » du gaz conventionnel imposait le développement de cette ressource. « Nous sommes condamnés à y aller un jour ou l'autre. Maintenant, il faut dialoguer, sensibiliser et être à l'écoute des préoccupations afin de dédramatiser les hydrocarbures non conventionnels », a-t-il considéré. Concernant les dernières appels d'offres internationaux pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en Algérie, M. Bouterfa a jugé que les dispositions fiscales contenues dans la loi sur les hydrocarbures en vigueur depuis 2013 ne favorisaient pas leur succès. Page 5



L'Algérie pourra transformer localement toute sa production de pétrole brut à l'horizon 2025 grâce aux projets de pétrochimie actuellement en réalisation ou à l'étude, a indiqué le ministre de l'Énergie, Noureddine Bouterfa, dans un entretien au quotidien L'Expression, publié mercredi.

« Si tous les projets dans le raffinage et la pétrochimie arrivent à leur terme, l'Algérie pourra transformer toute sa production de pétrole brut à l'horizon 2025 »,





Ould Abbès tacle Ouyahia et invite Bouteflika à un 5° mandat

## «Le FLN sera toujours au pouvoir en 2019»

La bataille électorale entre le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND), les deux partis les plus représentatifs dans les Assemblées élues, bat son plein ces derniers jours avec, à la clé, des escarmouches et des tirs croisés échangés entre les leaders politiques de ces partis.



Par M. Ait Chabane

Le chef de file du vieux parti, Djamel Ould Abbès a tacle hier, son homologue du RND, Ahmed Ouyahia, en clamant haut et fort son soutien inconditionnel à la candidature du chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika, pour un cinquième mandat présidentiel. Accusant en filigrane Ouyahia de nourrir de fortes ambitions présidentielles, le patron du FLN a qualifié «d'inacceptable du point de vue de l'éthique» qu'un homme politique que «le Président a sorti de l'ombre en 1999» ambitionne de le remplacer en 2019. «Tant qu'on est au pouvoir, et en 2019 on sera toujours au pouvoir, notre candidat, et donc celui qui va gagner, sera le président du parti s'il accepte», a martelé Djamel

Ould Abbès, dans une réplique sans détours à Ouyahia qui, lui, avait esquivé la question d'un éventuel cinquième mandat de Bouteflika lors de sa toute dernière sortie médiatique. Le SG du FLN est allé encore plus loin dans ses attaques au chef de file du RND et néanmoins chef de cabinet à la Présidence de la République, en assénant des diatribes moralisatrices à tous ceux qui daigneraient rivaliser avec Bouteflika en perspective de la prochaine élection présidentielle. «Dans notre éducation et nos coutumes, il y a le respect. Nous obéissons à Dieu et au Prophète et à ceux qui détiennent les commandes. Et c'est Bouteflika», a-t-il asséné, dans une sentence indélébile destinée à qui veut l'entendre. Et comme pour atermoyer ses

attaques, Ould Abbès a invité Ouyahia et le RND pour débattre et se concerter à propos de la récente initiative de création d'un «front» pour sauvegarder l'Algérie. «Tout le monde est le bienvenu à cette initiative qui est celle du président du parti», a-t-il indiqué, tout en cajolant Ahmed Ouyahia qui est «un ami» avec qui «j'ai travaillé et j'ai des relations très cordiales». Par ailleurs, le patron du FLN est également revenu sur l'incident qui s'est produit à la salle Atlas d'Alger alors qu'il était invité par le FFS pour assister aux festivités du premier anniversaire de Hocine Aït Ahmed. «Je regrette ce qui passé à la salle Atlas», a-t-il dit, tout en considérant les propos du premier secrétaire du FFS, Abdelmalek Bouchafa d'«insulte». Pour rappel, Ould

Abbès avait aussitôt quitté la salle du meeting lorsque Bouchafa avait qualifié la majorité parlementaire de «fausseté majorité». Abordant les prochaines élections législatives, le SG du vieux parti confiant a réitéré par là même les dispositions de son parti pour accomplir la campagne dans les meilleures conditions. Il a annoncé dans cette optique l'installation, la semaine prochaine, de la commission électorale, qui s'attellera à arrêter un programme qui sera élaboré de «manière scientifique» en vue d'aborder 2017 sous de bons auspices. Enfin, Ould Abbès a rappelé que nul n'est accrédité à parler au nom du FLN en dehors de sa personne et des membres délégués du Bureau politique.

M.A.C.

Incident de la salle Atlas

## Le FFS répond à Ouled Abbès

Par Rachid Chihab

Le Front des forces socialistes (FFS), a commenté pour la première fois, le retrait du secrétaire général du FLN, Djamel Ouled Abbès, du meeting de la salle Atlas organisé samedi en hommage du leader historique Hocine Aït Ahmed. Dans un communiqué rendu public hier, sanctionnant les travaux de la première session du son nouveau secrétariat national, le FFS estime que le discours de son premier secrétaire qui a fait sortir Ould Abbès de la salle ne vise nullement à insulter quiconque. «Au FFS, nous respectons amis et adversaires et par dessus tout, nous respectons l'exercice politique auquel a droit le peuple algérien, c'est pour cela que nous n'avons qu'un seul discours, celui que nous tenons en toutes circonstances :

dans nos structures, au sein des institutions, dans nos meetings», explique le parti dans son document. Il ajoute : «Le fait de réitérer ses positions en toutes circonstances ne peut, de ce fait, être considéré comme une insulte». En d'autres termes, le FFS estime que son discours et ses positions politiques sont la suite logique de son opposition au pouvoir qu'il exerce depuis sa création, en septembre 1963. Toutefois, le secrétariat national du plus vieux parti de l'opposition rappelle sa détermination à poursuivre sa démarche visant à construire un consensus politique national. Une solution qualifiée d'«inévitabile» pour faire sortir le pays de la crise «multidimensionnelle» qui le caractérise depuis des années. «Le FFS réaffirme la poursuite de son initiative visant la reconstruction d'un consensus national avec

toutes les Algériennes et les Algériens», indique-t-il. Par la même occasion, le parti a rendu hommage à ceux qui ont contribué à la réussite du meeting du parti. «Après la réussite du meeting commémoratif du premier anniversaire du décès du père spirituel de la Révolution algérienne, fondateur du Front des forces socialistes, le militant, le moudjahid et le penseur, Hocine Aït Ahmed», note le document.

Le secrétariat national du FFS présente ses remerciements et sa gratitude à tous les militants et sympathisants pour les efforts qu'ils ont fournis pour la réussite de cette commémoration. Il a également remercié les citoyens, les acteurs politiques et sociaux ainsi que toutes les personnalités qui ont répondu à l'invitation du FFS.

R.C.

LPP

## Début de l'opération de choix des sites à Alger

Une seconde opération de choix des sites pour les souscripteurs du programme logement promotionnel public (LPP) a débuté mardi soir au niveau de la wilaya d'Alger. Cette opération concerne les souscripteurs ayant versé la première et deuxième tranches sans recevoir de décisions de pré affectation après une première opération de choix des sites de logements dans la capitale qui a pris fin en 2015.

Les souscripteurs concernés pourront accéder au site afin d'actualiser leurs coordonnées personnelles et professionnelles et procéder au choix des sites situés à Reghaïa, Bordj el Bahri, Bordj El Kiffan, Ouled Fayet, Souidania, Draria, Djenane Nouar Ellouz (Aïn Bénian), Douira et Kouba.

Aucune difficulté technique n'a été rapportée quant à l'accès au site après le lancement de l'opération mardi aux alentours de 21h.

L'affectation des logements intervient en fonction de l'ordre chronologique de versement de la première tranche et réception de la fiche de vœux à la faveur d'un logiciel utilisée par l'Office national de promotion immobilière (OPGI) qui supervise cette formule.

A novembre 2016, l'Opgi a lancé des projets pour la réalisation de 38 584 logements promotionnels publics.

Cependant et au moment où un excédent de logements est enregistré dans la majorité des wilayas, la capitale, elle, accuse un déficit et où l'Office a procédé à la remise de décisions de pré affectation au profit de 13 284 souscripteurs sur un total de 23 000. Le logement promotionnel public lancé en 2013, concerne la classe moyenne dont les revenus oscillent entre 108 000 DA et 216 000 DA.

Reda A.

## Conseil constitutionnel Président et membres cèdent 10% de leurs salaires

Le président et les membres du Conseil constitutionnel ont décidé de céder 10% de leurs salaires au profit du Trésor public, a indiqué mardi un communiqué de cette institution.

Cette décision qui entre en vigueur «à partir de janvier 2017» se veut «un geste de solidarité, dans le cadre de la conjoncture économique difficile que traverse notre pays», a précisé la même source.

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Larbi Ould Khelifa avait décidé, lui aussi, de céder le même taux de son salaire au profit du Trésor public.

R. N.



La loi de finances 2017 signée par Bouteflika

# Les principaux changements

**La loi de finances 2017, signée hier par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, prévoit une hausse de plusieurs taxes, impôts et droits de timbre pour compenser partiellement la chute des recettes fiscales pétrolières budgétisées, attendues en baisse de 30% par rapport à 2016.**



Par Massi Salami

**L**a loi prévoit pour l'année prochaine une augmentation de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui passera de 17 à 19% pour le taux normal et de 7 à 9% pour le taux réduit.

Cette hausse de la TVA, dont le produit alimente le budget de l'Etat à hauteur de 80% et les communes à hauteur de 20%, permettra au Trésor public d'enregistrer une plus-value fiscale de 110 milliards de dinars (mds DA).

Afin de se mettre en conformité avec l'introduction par les Douanes du nouveau tarif à 10 chiffres, la LF fixe la liste des biens et services soumis à la TVA à taux réduit (9%), qui contient 80 positions tarifaires.

Dans le domaine immobilier, les revenus issus de la cession, par les particuliers, d'un immeuble bâti ou non bâti, sont soumis à l'impôt sur le revenu global (IRG) d'un taux fixé à 5%.

Les plus-values issues de la cession d'un immeuble détenu

pour plus de 10 ans sont toutefois exclues de cette imposition.

La location des habitations à usage individuel est soumise à un nouveau taux d'IRG à 10% alors que le taux de 7% demeure applicable aux revenus provenant de la location des habitations à usage collectif.

Le taux de 15% demeure quant à lui applicable aux revenus provenant de la location de locaux à usage commercial ou professionnel ainsi que pour la location à usage d'habitation conclue avec des sociétés.

Il est précisé que le locataire et le bailleur sont solidaires pour le paiement de cet impôt.

Aussi, la loi supprime l'exonération en matière d'IRG/locatif pour les locations aux étudiants et décide une augmentation de la taxe sur les permis immobiliers relatifs aux permis de construire et certificats de conformité.

Ainsi, le tarif du permis de construire passe d'une fourchette actuelle de 1 875 DA-50 000 DA à une fourchette de 3 000 DA-75 000 DA pour les constructions

à usage d'habitation et passe de 50 000 DA-150 000 DA à 75 000 DA-225 000 DA pour les constructions à usage commercial ou industriel.

Les tarifs des certificats de conformité passent à leur tour d'une fourchette de 1 000 DA-12 000 DA à une fourchette de 1 500 DA-18 000 DA pour les constructions à usage d'habitation et de 6 000 DA-20 000 DA à 9 000 DA-30 000 DA pour celles à usage commercial ou industriel.

Pour permettre au Trésor d'encaisser 20 mds DA supplémentaires, la taxe intérieure de consommation (TIC), composée d'une partie fixe et d'un taux proportionnel, est à son tour augmentée pour certains produits dits «de luxe». La TIC passe ainsi pour la partie fixe de 1 260 DA/kg à 1 760 DA/kg pour le tabac blond et à 2 470 DA/kg pour les cigares alors que le taux proportionnel de cette taxe reste inchangé à 10% pour chaque paquet de cigarettes. La loi prévoit aussi l'augmentation de la taxe sur les boissons alcoolisées à hauteur de

10%, ainsi que la majoration de la taxe sur le tabac brun à 1 240 DA/kg.

La TIC augmente, par ailleurs, à 30% pour d'autres produits de luxe comme les véhicules tout-terrain et les cylindres supérieurs à 2 000 cm<sup>3</sup> et inférieurs à 3 000 cm<sup>3</sup>.

La LF 2017 prévoit l'augmentation des tarifs actuels de la Taxe sur les produits pétroliers (TPP) de 1 à 3 DA/litre respectivement pour le gazoil et les trois types d'essence.

La loi prévoit aussi une hausse des financements destinés à réduire la facture d'électricité de 65% pour les ménages des wilayas du sud du pays et qui utilisent la basse tension dans la limite de 12 000 Kw/an, de même que pour les agriculteurs de ces mêmes wilayas pour la basse et moyenne tension dans la limite de 12 000 kw/an.

Il est aussi prévu le financement de la réduction de la facture d'électricité à raison de 25% pour les activités économiques.

M. S.

## Une démarche inédite Budgets prévisionnels pour 2018 et 2019

La loi de finances 2017 prévoit les dépenses et les recettes des exercices 2018 et 2019, une démarche inédite qui s'inscrit dans le cadre de la réforme budgétaire.

Ainsi, pour 2018 comme pour 2019, les dépenses budgétaires annuelles prévisionnelles sont fixées à 6 800 milliards de dinars (mds DA) dont 4 500 mds DA de dépenses de fonctionnement et 2 300 mds DA d'équipement.

Pour ce qui est des recettes, 5 798,1 mds DA sont attendus pour 2018 dont 3 438,4 mds DA de ressources ordinaires et 2 359,7 mds DA de fiscalité pétrolière.

Pour 2019, il est prévu 6 424,4 mds DA de recettes dont 3 780,8 mds DA de ressources ordinaires et 2 643,6 mds DA de fiscalité pétrolière.

Ces montants peuvent toutefois faire l'objet d'un ajustement pour être fixés définitivement dans le cadre de la loi de finances de l'année considérée.

Cette proposition de mesure, qui vient en application de l'article 50 de la loi de finances complémentaire 2015 portant sur l'institution d'un cadre budgétaire à moyen terme arrêté annuellement, permet une «meilleure visibilité de la politique budgétaire», selon l'exposé des motifs.

Elle incite également les secteurs à «s'inscrire dans un objectif soutenable et contribue ainsi à améliorer l'information et la transparence des finances publiques», note le texte.

Pour rappel, concernant les trois exercices 2017, 2018 et 2019, le gouvernement s'est fixé un double objectif : rationaliser et plafonner les dépenses au niveau de celles de 2015 à savoir moins de 7 000 mds de DA et, de l'autre, tabler sur une hausse annuelle d'au moins 11% du produit de la fiscalité ordinaire.

Cette «Trajectoire budgétaire» va permettre d'équilibrer le budget de l'Etat pour pouvoir entamer, dès 2020, la mise en oeuvre de mesures concrètes et accélérées de diversification de l'économie.

R. N.

## Nouvelles mesures au profit de l'investissement

**L**a loi de finances 2017 ne comporte pas que des hausses. Elle introduit des allègements de certaines procédures ainsi que des incitations fiscales au profit de l'entreprise et de l'investissement, tout en renforçant le contrôle sur le transfert de devises par les entreprises étrangères.

Ainsi, le texte exonère des droits de douanes et de la TVA, pour une période de cinq ans, les composants et matières premières importés ou acquis localement par les sous-traitants dans le cadre de leurs activités de production d'ensembles et de sous-ensembles destinés aux produits et équipement de la branche des industries mécaniques, électroniques et électriques. Une telle mesure vise à encourager les sous-traitants

agréés par les producteurs concernés et relancer ainsi cette branche. Par ailleurs, le texte proroge le Programme de conformité fiscale volontaire (Mcfv) jusqu'au 31 décembre 2017, au lieu du 31 décembre 2016 initialement.

Afin de renflouer les caisses des communes, le texte introduit un réaménagement de l'affectation du produit de la TVA à l'importation pour faire bénéficier les communes frontalières de ce produit, au titre des opérations d'importation déclarées au niveau des postes douaniers frontaliers terrestres.

La LF 2017 prévoit, par ailleurs la réduction du taux de droit de douanes applicable aux intrants de fabrication du tapis, le portant de 15% à 5%.

A travers cette mesure, le gou-

vernement veut «renforcer la production nationale de tapis permettant aux industriels du secteur de se mettre au même niveau des concurrents étrangers».

L'objectif également escompté est que cet avantage fiscal contribuera à la réduction des importations des tapis dont la moyenne des importations des années 2013-2015 a atteint 32 millions de dollars/an.

Pour aider financièrement les entreprises en difficulté, la LF propose le rééchelonnement de leur dette fiscale sur une période n'excédant pas 36 mois.

L'octroi de délai de paiement est systématiquement assorti de la remise des pénalités de retard, sans demande expresse du redevable, sous réserve du respect de l'échéancier. Afin d'inciter ces

entreprises à souscrire à ce dispositif, il est prévu d'accorder à l'issue du règlement total de leurs dettes fiscales une remise des pénalités de retard mises à leur charge. Sur un autre plan, cette loi prévoit plusieurs mesures qui visent à encourager l'affiliation à la Sécurité sociale et à rendre les dépenses de ses caisses plus raisonnables. Elle instaure également des contrats de performance pour le remboursement des médicaments, une mesure qui vise la rationalisation des dépenses de remboursement des produits pharmaceutiques importés et coûteux qui ont un impact sur les équilibres financiers de la sécurité sociale et la facture d'importation.

Appliqués dans plusieurs pays développés, les contrats de performance proposés à travers la LF

2017 sont de nature à faciliter des compromis financiers équitables entre les organismes de sécurité sociale et les firmes pharmaceutiques multinationales au bénéfice du patient, et sans risque de dépense inutile pour la sécurité sociale. L'impact d'une telle mesure pourrait atteindre à moyen terme une économie de 50 milliards DA/an soit 500 millions de dollars/an et, à long terme, elle éviterait les risques de «dériver» de la dépense pharmaceutique nationale liés aux «innovations thérapeutiques» très onéreuses, qui sont en nombre sans cesse croissant sur le marché international et au niveau national. Par ailleurs, le texte introduit des mesures qui visent le renforcement du contrôle du transfert des devises.

M. S.



Un décret exécutif promulgué au premier trimestre 2017

# Pétards, fumigènes et feux d'artifice interdits à l'importation

L'importation des pétards et autres explosifs interdits à partir de 2017. Ayant pris conscience de la dangerosité de ces produits et leur coût exorbitant, le gouvernement a décidé de sévir en promulguant un décret à partir de l'année prochaine, interdisant leur importation.



Par Karima Nacer

**D**orénavant, les produits pyrotechniques, sous toutes leurs formes, seront classés substance sensible interdite à l'importation à partir du premier trimestre 2017. Le décret exécutif, devant être promulgué au premier trimestre 2017, complétant et modifiant le décret de 1988, classera les produits pyrotechniques, sous toutes leurs formes, en tant que substance sensible interdite à l'importation, a indiqué à l'APS le receveur des Douanes à la direction régionale de Blida, Ziane Omar. En effet, les hautes autorités ont décidé de promulguer un décret exécutif complétant l'ancien décret, afin d'interdire l'utilisation de ce type d'articles

dans notre société, a indiqué le même responsable, en marge d'une opération de saisie d'un conteneur chargé de produits pyrotechniques au port sec de Baba Ali. Une mesure urgente et nécessaire devant l'ampleur de ce phénomène.

Ces pétards sont de plus en plus fort. Utilisés durant les fêtes religieuses et même des cérémonies de mariage, ces produits sont la cause de victimes qui se comptent par dizaines. Chaque année, les pétards entraînent des conséquences plus ou moins graves, résultat de l'inconscience des utilisateurs de produits pyrotechniques. Les dégâts causés par ses produits laissent des séquelles à vie. Vu leur puissante résonance, ces derniers donnent des échos de bombes. De

ce fait, plusieurs autres inconvénients viennent s'ajouter à la longue liste des méfaits qu'engendre la manipulation des pétards et autres. La florissance du marché des pétards dans les marchés informels, proposant toute une panoplie de ces articles qui attire le citoyen, notamment les enfants.

D'ailleurs, lors d'une opération de saisie d'un conteneur chargé de produits pyrotechniques au port sec de Baba Ali, la direction régionale des Douanes de Blida a annoncé, par la voix de son inspecteur principal, Brahim Righi, «la saisie d'une quantité importante de produits pyrotechniques dissimulés dans un conteneur de 40 pieds, d'une valeur de plus de 98 millions de DA», et d'ajouter que «au total, 1 100

colis ont été saisis en présence d'un huissier de justice dont 400 colis de fumigènes contenant 67 200 unités, outre 700 autres colis d'autres articles pyrotechniques contenant 38 400 unités». Il s'agit de colis enfouis derrière des meubles, précise le même responsable. Selon M. Brahim Righi, «l'opération de saisie a été effectuée conformément aux articles 21 et 325 du code des Douanes» tout en précisant que «l'importateur contrevenant, qui fera l'objet d'un dossier en contentieux, devra s'acquitter d'une amende à deux fois la valeur de la marchandise confisquée et verra toutes ses activités commerciales gelées au niveau national». **K. N.**

Changement à la tête des groupes industriels publics

## Bouchouareb réoriente les entreprises

Par Sofiane Aït Mohamed

**L**e ministère de l'Industrie et des Mines a effectué un grand changement à la tête des groupes industriels publics. Changement de poste et «mise à la retraite» pour ne pas dire limogeages caractérisent cette opération d'envergure.

En effet, plusieurs changements à la tête des Groupes industriels publics ont été opérés par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, à travers de nouvelles nominations, confirmation et mises de fin aux fonctions, a indiqué mardi un communiqué du ministère. A cet effet, le ministre a opéré un mouvement partiel au niveau des directions générales des groupes Algeria chemical specialities (ACS), de la Société nationale des véhicules industriels (Snvi), du Groupe textile (Getex) et du Groupe Elec El

Djazaïr. Ainsi, M. Djamal Mana, P-DG du Groupe Divindus est appelé à assurer la présidence du Conseil d'administration du Groupe ACS en remplacement de M. Derder Adel. Le P-DG du Groupe Getex, M. Hamadat El Yazid, admis à la retraite, est remplacé par M. Malek Salah qui quitte le Groupe Snvi. M. Oudjit Nour Eddine, actuellement président du conseil d'administration de la filiale fonderie de Snvi, est désigné en tant que directeur général par intérim du Groupe Snvi. Le Groupe Elec El Djazaïr est également concerné par ce mouvement avec la nomination de M. Kinane-Daouadj Djillali en tant que DG par intérim qui succède à M. Tabelaï Brahîm, admis à la retraite. «Ces changements interviennent dans le cadre du suivi régulier de l'activité des groupes publics industriels et suite aux évaluations des performances des dirigeants»,

souligne la même source. M. Bouchouareb a, dans ce sens, motivé ces nouvelles nominations par «l'impérieuse nécessité d'insuffler une nouvelle dynamique dans la gestion des groupes industriels publics pour accélérer la mise en œuvre des plans de développement validés par le Conseil des participations de l'Etat». Pour rappel, les groupes industriels publics ont été créés en février 2015. Si beaucoup s'interrogent déjà sur ce grand «toiletage», beaucoup, par contre, estiment que ces changements font suite à la nouvelle politique de restructuration des entreprises engagée par les pouvoirs publics. Ceci pour répondre aux nouvelles exigences de l'heure et placer les grandes entreprises au cœur du développement escompté dans le sillage des nouvelles orientations économiques du pays.

**S. A. M.**

Déclaration des travailleurs salariés

### Les agences Cnas ouvertes vendredi et samedi

La Caisse nationale d'assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) a annoncé mardi que toutes ses agences de wilayas seront ouvertes vendredi et samedi pour permettre aux employeurs de bénéficier, avant l'expiration des délais fixés au 31 décembre, des facilités accordées pour la régularisation des travailleurs non déclarés.

«Toutes les agences de wilayas de la Cnas seront ouvertes durant les jours de repos hebdomadaire correspondant à vendredi et samedi 30 et 31 décembre 2016», indique un communiqué de cet organisme.

«Cette mesure s'inscrit dans le cadre des facilités accordées aux employeurs afin de permettre au plus grand nombre d'entre eux de bénéficier des mesures exceptionnelles prévues par l'article 57 de la loi de finances 2015», précise le communiqué.

«La Cnas invite tous les employeurs désireux de présenter des demandes de rééchelonnement pour le versement des créances de la sécurité sociale à se rapprocher des services de recouvrement des cotisations au niveau des wilayas afin de bénéficier des exonérations prévues au titre de l'article 57 et ce, après paiement des échéances dues».

«Toutes les ressources humaines et matérielles sont mobilisées pour la réception des demandes de rééchelonnement dans les meilleurs délais avant l'expiration des délais fixés au 31 décembre et permettre aux employeurs de bénéficier de ces facilités qui constitue une opportunité à ne pas manquer», ajoute la Cnas dans son communiqué.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi avait déclaré que «les mesures adoptées à cet effet avaient donné des résultats positifs imprévisibles et que des milliers de travailleurs ont bénéficié de ces facilités».

Il a assuré que des mesures seront adoptées pour intensifier le contrôle en matière de versement des cotisations et de déclaration des travailleurs à compter de janvier 2017 et que les dispositions de dissuasion en vigueur seront appliquées contre les employeurs qui transgressent la loi passée la transition prévue au titre de la LFC 2015.

M. El Ghazi a mis en avant la nécessité d'un système d'évaluation et de suivi relatif au recouvrement des cotisations pour favoriser les études prospectives liées aux équilibres financiers dans le domaine des assurances sociales.

**K. L.**



Dès 2025

# L'Algérie pourra transformer localement toute sa production pétrolière

L'Algérie pourra transformer localement toute sa production de pétrole brut à l'horizon 2025 grâce aux projets de pétrochimie actuellement en réalisation ou à l'étude, a indiqué le ministre de l'Énergie, Noureddine Bouterfa, dans un entretien au quotidien *L'Expression*, publié mercredi.



«**S**i tous les projets dans le raffinage et la pétrochimie arrivent à leur terme, l'Algérie pourra transformer toute sa production de pétrole brut à l'horizon 2025», explique M. Bouterfa, soulignant que le pays sera, dès lors, un «exportateur marginal» de pétrole.

Ces projets permettent d'envisager un «bond appréciable» dans le domaine de la diversification et de la substitution aux importations, selon le ministre qui a précisé que les quatre raffineries à venir (Tiaret, Hassi Messaoud, Biskra et Arzew) accroîtront la production de carburants de quelque 20 millions de tonnes.

Ces quantités sont «largement suffisantes pour la consommation locale, avec un surplus qui sera destiné à l'exportation», avance M. Bouterfa, considérant

que cette projection faite par le gouvernement est aussi «le grand défi de Sonatrach».

Abordant le gaz de schiste, il a estimé que le déclin «inéluçtable» du gaz conventionnel imposait le développement de cette ressource.

«Nous sommes condamnés à y aller un jour ou l'autre. Maintenant, il faut dialoguer, sensibiliser et être à l'écoute des préoccupations afin de dédramatiser les hydrocarbures non conventionnels», a-t-il considéré.

Concernant les dernières appels d'offres internationaux pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en Algérie, M. Bouterfa a jugé que les dispositions fiscales contenues dans la loi sur les hydrocarbures en vigueur depuis 2013 ne favorisaient pas leur succès.

Il a indiqué, dans ce sens, que le gouvernement pourrait recourir

à la révision de cette loi dans son aspect fiscal si cette démarche s'avérerait nécessaire.

«Nous examinons la situation pour voir s'il est absolument nécessaire de réviser la loi. Personnellement, je ne suis pas très favorable à la révision de but en blanc. La loi est incitative dans beaucoup d'aspects, mais il y a certains paramètres à réviser par voie réglementaire de façon à donner plus d'attractivité au secteur sans avoir à modifier le texte législatif», a-t-il noté.

Evoquant l'application de la baisse de production de brut algérien, dans le cadre de l'accord de l'Opep, le ministre a expliqué que l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) avait la prérogative légale de contraindre toutes les entreprises étrangères activant en Algérie à réduire leur produc-

tion.

«L'opération sera gérable puisqu'il s'agira de décisions prises d'un commun accord entre la compagnie nationale et ses partenaires. Il n'y a donc aucun problème à ce niveau. Au demeurant, la réduction est assez faible : 50 000 barils/jour répartis entre les producteurs est une équation très facile à résoudre», soutient-il. Concernant le marché international du gaz, le ministre a estimé que le pays n'avait d'autre choix que de se mettre en compétition avec les autres producteurs pour garder ses parts de marché et pour pouvoir placer son gaz.

Selon lui, «nous sommes face à une nouvelle réalité (du marché)» et les contrats à long terme vont devenir «très difficiles» à maintenir vu l'évolution du commerce du gaz naturel liquéfié (GNL). **R. N.**

## Prix du pétrole Le Brent à plus de 56 dollars à Londres

Les prix du pétrole prolongeaient leur hausse hier en cours d'échanges européens, les prévisions météorologiques poussant les quelques investisseurs actifs sur les marchés en cette période des fêtes, à miser sur une hausse de la demande.

En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 56,40 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 31 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 25 cents à 54,15 dollars. Les cours de l'or noir poursuivaient leur hausse entamée vendredi, mais les analystes soulignaient le nombre peu élevé des transactions, avec des échanges atteignant à peine le tiers des volumes observés au début du mois de décembre.

«Les échanges sur le brut étaient complètement en vacances en Europe mardi, tandis qu'ils se sont légèrement réveillés aux États-Unis», a détaillé un analyste estimant que «les météorologues prévoient des températures plus basses, ce qui soutient les prix». Par ailleurs, les investisseurs gardent un œil sur l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avec leurs partenaires pour limiter la production mondiale.

La première réunion du comité en charge de contrôler les efforts de chacun devrait se tenir le 13 janvier.

**R. N.**

TPE/PME locales

# Un nouveau dispositif pour la garantie financière des crédits

**L**a Caisse de garantie des crédits d'investissements-PME (Cgci-PME) lance un nouveau dispositif pour la garantie financière des crédits des Très petites entreprises (TPE) locales, a annoncé, hier à Oran, le directeur général de cette institution financière, Ammar Daoudi.

«Nous avons constaté que la population de la PME algérienne est constituée à 98% de très petites entreprises, ce qui nous a poussé à se concentrer sur cette catégorie en lui créant un dispositif propre», a-t-il noté, en marge d'une journée d'études sur la stratégie de déploiement de la Cgci-PME, tenue au Centre des conventions d'Oran.

«Il existe un gisement extraordinaire dans ce domaine. Nous demandons aux banques de l'ex-

ploiter», a-t-il encore souligné.

Ce dispositif de garantie est dédié à la facilitation du financement de la toute petite entreprise en création et en développement. Il reposera sur le principe de la délégation de décisions aux banques pour engager la garantie.

Le déploiement de ce nouveau produit débutera par le lancement d'une opération-pilote au cours de l'année 2017 avec le Crédit populaire algérien (CPA) comme partenaire exclusif, avant sa généralisation à l'ensemble des banques dans une phase ultérieure.

La généralisation de cette formule, couverte dans un premier temps par les ressources propres de la Cgci-PME, sera adossée ensuite à un fonds de garantie spécifique, a-t-on expliqué.

La mise en place de ce dispositif intègre une stratégie pour le déploiement régional de la Cgci-PME, axée sur une opération de décentralisation, a-t-on noté.

Ce déploiement régional s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre d'un plan de développement de la Caisse, opérationnel depuis 2008, et qui consiste à rapprocher ses services des agences locales et régionales pour faciliter les opérations de financement et celles des garanties.

Ainsi cette journée d'études, qui a réuni les directeurs des agences des banques souscrites à la Cgci dans la région de l'Ouest, vise à expliquer cette nouvelle politique de la caisse de déléguer sa décision d'octroi de la garantie aux agences de

banques, locales et régionales.

«Nous permettons maintenant aux agences bancaires locales d'octroyer le crédit et en même temps de délivrer la garantie sur ce même crédit», a assuré M. Daoudi, ajoutant que cette décentralisation permettra d'écourter les délais de traitement des demandes de crédits «parfois trop lents».

«Avec la délégation de décision, nous allons assainir l'environnement du financement de l'investissement en direction de la TPE et de la PME», a-t-il estimé ajoutant que désormais le directeur d'agence au niveau local ou régional va pouvoir prendre la décision à son niveau.

Le DG de la Cgci a, par ailleurs, appelé les banques à prendre plus de risques, estimant

qu'elles ne financent que des projets «entourés de toutes les garanties possibles».

La vocation de la Cgci est justement d'encourager les banques à se lancer dans des projets qui comportent des risques puisqu'elle les indemnise jusqu'à 80% en cas de sinistre.

Sur un portefeuille de 900 dossiers de projets garantis, la Cgci n'a indemnisé qu'une vingtaine au cours de l'année 2016, ce qui démontre la faiblesse de la prise de risque chez les banquiers. Sur un autre registre M. Daoudi a révélé que la région Ouest du pays ne représente que 15% parmi les dossiers garantis par la Cgci, un faible taux vu l'importance de l'activité industrielle dans la région, a-t-il noté.

**Y. L.**



Projet de loi des Douanes

# Consacrer l'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande

**Le ministre des Finances, Hadji Babaammi, a affirmé que le projet de loi portant Code des Douanes consacrait l'efficacité de la lutte contre les mauvaises pratiques qui gangrènent l'économie nationale dont la surfacturation, la contrebande et les fausses déclarations douanières, de même que l'ouverture de l'institution douanière sur l'environnement économique interne et externe.**



**E**n réponse aux questions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a indiqué que ce projet de loi est dicté par les nouvelles données de l'économie nationale et tous les développements enregistrés au niveau international, afin d'optimiser le rendement de l'institution douanière.

Le projet de loi vient combler toutes les lacunes du code actuel, étant «un dispositif législatif actualisé» qui régit et définit les différents domaines d'intervention des Douanes algériennes, en consacrant le système de numérisation des procédures douanières, en coordination avec les banques, les services des impôts, les entreprises de gestion des ports et les postes de transit aériens et terrestres, à travers une base de donnée unifiée, a-t-il précisé.

Le nouveau projet de loi vient compléter les autres lois dont celles de la lutte contre le terrorisme, de la lutte contre les infractions à la réglementation de changes et de la circulation des capitaux, a-t-il ajouté, soulignant qu'il s'agit de moderniser les outils de règlement des contentieux, de la lutte contre la fraude, de la corruption et des fausses déclarations dans le domaine du commerce extérieur.

Le ministre des Finances a affirmé que l'ensemble des amendements apportés à ce projet de loi sont tirés des conventions et lois internationales ratifiées par l'Algérie, soulignant qu'il englobe des systèmes économiques définissant les domaines d'intervention de l'institution douanière en matière de commerce extérieur, tout en instituant différents avantages fiscaux en vue de soutenir la compé-

titivité des entreprises à l'importation et à l'exportation.

Le projet de loi introduit de nouveaux mécanismes en matière de transit de marchandises dans les eaux territoriales (transport maritime interne) ainsi que «l'entrepôt sous-douane», qui est un nouveau système d'emmagasinement des marchandises, a encore indiqué le ministre.

En matière de contrôle de conformité à l'importation et à l'exportation, le ministre a dit que le nouveau texte garantissait de nouvelles mesures obéissant à des normes strictes, l'opérateur économique doit obtenir une autorisation définie communément par les services du ministère du Commerce, de l'Agriculture et l'institut algérien de normalisation (lanor).

Le ministre a précisé que l'Etat est déterminé à mettre fin aux

actions illégales en matière de commerce extérieur, soulignant que les Douanes ont signé en 2014 une convention avec les banques pour domicilier toutes les informations à l'effet de mettre un terme à l'utilisation des fausses déclarations douanières.

Il s'agit de communiquer aux Douanes toutes les opérations de domiciliation bancaire des entreprises à travers un mécanisme de «prédomiciliation» et l'utilisation d'une base de données unifiée comportant tous les numéros d'identification douanières des opérateurs et pour mettre un terme aux registres de commerce fictifs, a-t-il expliqué.

Répondant aux préoccupations des députés concernant le phénomène de la surfacturation, M. Babaammi a précisé que les Douanes algériennes travaillent avec vigilance et ont accès aux bases de données internationales pour déceler toute infraction dans ce sens.

En matière de formation, le ministre a indiqué que les Douanes algériennes ont engagé un large programme de formation et de recyclage, notamment dans les nouveaux domaines qu'impose le développement technologique, ajoutant que l'institution douanière se dote annuellement de cadres diplômés de l'Institut maghrébin d'économie douanière et fiscale (ledf).

Le ministre répondait aux questions au terme des débats des députés qui ont pris fin mardi matin.

Dans son intervention, le député Ramdane Taâzibt (Parti des travailleurs, PT) a mis l'accent sur la nécessité de renforcer le contrôle en matière de commerce extérieur et d'élargir le champ d'intervention de l'institution douanière aux eaux territoriales.

Pour sa part, Khadidja Yechkour (Front de libération nationale, FLN) a insisté sur l'impératif d'introduire dans le projet de loi des mécanismes adaptés au code maritime.

R. N.

Séminaire national sur le président Houari Boumediene

## Intégrer sa pensée aux programmes d'études et de recherche universitaires

**L**es participants au 8<sup>ème</sup> Séminaire national sur le président Houari Boumediene à Guelma ont recommandé mardi, au terme de leurs travaux, d'intégrer sa pensée aux programmes des études et de recherches universitaires.

Les intervenants au cours des travaux du séminaire ont insisté également sur l'importance d'associer l'université à la mise en exergue des différentes phases historiques de l'Algérie indépendante y compris celle où le pays fut dirigé par son second président, à savoir Houari Boumediene.

Les participants au séminaire, initié par l'association El Wiam sous l'égide de la wilaya et tenu à la salle de sport de la commune Houari

Boumediene sous le thème «La nouvelle information et le renforcement du sens de la citoyenneté chez les jeunes», ont préconisé de mettre en place le cadre juridique de la presse électronique et concevoir ses valeurs déontologiques.

Dans son intervention au dernier jour de la rencontre, l'écrivain et journaliste Mohamed Bouazara a insisté sur la nécessité de transmettre le «flambeau patriotique» aux générations montantes, appelées à poursuivre la marche du développement entamée par les artisans de l'indépendance.

Il a été également souligné lors des travaux le «haut niveau» de cette édition marquée par les communications de plusieurs profession-

nels des médias et experts dont Ali Dhraâ, Laïd Zeghlami et l'expert en technologies de l'information, Younès Guerrar.

Le président de l'association Wiam, Mokhtar Berchaoui, a inscrit la tenue du séminaire dans le cadre des efforts de préservation de la mémoire nationale.

Il a également fait état de la concrétisation de la recommandation de la précédente édition de réhabilitation de la demeure familiale de Houari Boumediene, de son vrai nom Mohamed Boukharouba (1932-1978), située dans la région Araâra au douar Béni Addi dans la commune Houari Boumediene, distante de 12 km au sud-ouest de la ville de Guelma.

Riad D.

## Ministère de la Santé Concours aujourd'hui pour les aides-soignants

La direction de la formation du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a annoncé l'organisation d'un concours, aujourd'hui, pour la formation de 6 000 aides-soignants à travers le territoire national et d'un autre, demain, pour la promotion de 415 auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation.

Dans une déclaration à l'APS, Mme Linda Barki, sous-directrice au ministère de la Santé, a indiqué que ces deux concours, organisés au profit de 6 000 aides-soignants, et 415 auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation, s'inscrivent dans le cadre de la stratégie visant à garantir une couverture globale des besoins de l'ensemble des wilayas.

Le concours programmé pour aujourd'hui en faveur des aides-soignants est le cinquième du genre organisé par le ministère de la Santé, a-t-elle précisé, rappelant que chaque promotions comptait entre 6 000 et 8 000 agents.

Mme Barki a affirmé que le ministère effectue un état des lieux à travers le territoire national pour définir les besoins de chaque wilaya afin de combler le manque enregistré à l'horizon 2018.

A rappeler que le ministère de la Santé a changé le système de formation paramédicale devenue depuis 2011 universitaire et ce, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur pour être au diapason des mutations que connaît le secteur de santé.

La première promotion du système LMD est sortie en 2015 alors que l'année 2016 a connu la sortie de la deuxième promotion qui comptait plus de 2 800 agents paramédicaux de la santé publique au niveau national.

Par ailleurs, l'année 2017 verra la sortie d'une promotion de quelque 700 auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation et de la première promotion de sages-femmes (près de 500).

La formation paramédicale au niveau national est ouverte aux bacheliers ayant réussi au concours organisé par le ministère de la Santé. Le ministère de l'Enseignement supérieur se charge de l'aspect pédagogique.

La formation des aides-soignants de santé publique est accessible aux candidats ayant le niveau 3<sup>e</sup> AS après réussite au concours organisé par le ministère.

Pour rappel, 12 000 aides-soignants ont achevé leur formation en 2016 en attendant une promotion de 8 000 agents en 2017.

R. S.



Premier tour de la 9<sup>ème</sup> édition

# Lancement du concours Cirta science en février prochain

Le premier tour de la 9<sup>ème</sup> édition du concours Cirta science sera lancé au mois de février prochain, a appris l'APS mardi, du président de l'association Sirius d'astronomie, organisatrice de cet événement.



Cette expérience, ambitieuse de créer une atmosphère de compétitivité scientifique en premier lieu et à encourager les lycéens à l'appréciation en plus de découvrir de jeunes talents, a indiqué Djamel Mimouni. Cette nouvelle édition concernera 62 lycées de la wilaya de Constantine, a ajouté la même source, qui a précisé que chaque établissement sera représenté

par 12 élèves des filières scientifiques de la première, deuxième et troisième années, parmi ceux qui ont obtenu les meilleurs résultats au premier trimestre de l'année scolaire en cours.

Le président de l'association Sirius d'astronomie qui a annoncé que ce concours portera sur «la culture scientifique» a noté que 700 élèves vont participer au premier tour dans plusieurs matières, notamment l'histoire des

sciences, les sciences de la terre, les sciences naturelles, la chimie, la physique et les langues étrangères.

Parmi les participants, 60 élèves seront qualifiés à la finale, dont les résultats seront dévoilés le 16 avril prochain, à l'occasion de Youm El Ilm (Journée du savoir), a-t-on signalé.

Les trois premiers lauréats s'envoleront en août prochain, aux Etats-Unis pour admirer l'éclipse totale, prévue, le 21

août 2017, et prendront part à plusieurs activités scientifiques et culturelles, a-t-on souligné.

Pour rappel, les distingués dans la 8<sup>ème</sup> édition du concours Cirta science, s'étaient rendus à l'université de Cambridge dans le cadre d'un voyage intitulé «Sur les traces de Newton», où ils ont visité plusieurs instituts ainsi que l'observatoire de Greenwich situé près de Londres (Grande-Bretagne). **K. N.**

Organisée à Tlemcen

## Rencontre pour préparer la prochaine rentrée scolaire

Les participants aux travaux d'une conférence régionale sur la prochaine rentrée scolaire, ouverte mardi à Tlemcen, ont souligné l'importance d'une préparation «à l'avance» de cet événement afin de définir, d'ores et déjà, et avec précision, les besoins et les capacités de chaque wilaya.

Le directeur des ressources humaines au ministère de l'Education nationale, Fayçal Fadhel, a expliqué que cette rencontre, regroupant trois jours durant plus de 60 cadres de 15 wilayas dans l'ouest et le sud-ouest du pays, vise à définir les besoins des wilayas participantes en matière de postes budgétaires, d'infrastructures scolaires, d'encadrement pédagogique

et administratif pour combler tout déficit avant la prochaine rentrée scolaire. «Les données présentées lors de ces travaux permettront de prendre les mesures nécessaires», a-t-il ajouté à ce propos.

Le directeur central chargé de l'enseignement primaire, Nabil Bendedouche, a indiqué que la dynamique que connaît le secteur a concerné, entre autres, l'amélioration de l'enseignement et la formation des formateurs.

Des programmes améliorés ont été introduits, a-t-il dit, dans les premières années des cycles primaire et moyen.

Pour Amira Karim, directeur de l'éducation de la wilaya de Tlemcen, cette conférence régionale sera suivie

par deux rencontres similaires au niveau de l'est et du centre du pays, avant la tenue de la conférence nationale pour présenter un rapport détaillé à la ministre de l'Education nationale.

«L'objectif est de garantir une rentrée scolaire réussie en mettant à la disposition de toutes les directions de l'éducation, des moyens nécessaires et les conditions pour un encadrement de qualité».

Les travaux de cette rencontre se sont poursuivis ensuite au niveau de quatre ateliers pour examiner et débattre des axes liés à la gestion des ressources humaines, les équipements et structures, l'enseignement fondamental primaire et l'enseignement moyen. **T. Y.**

Oran

## D'ex-détenus accompagnés pour la création de micro-entreprises

L'association des jeunes intellectuels d'Oran entend les dernières retouches d'un projet inhérent à la formation de 70 jeunes ex-détenus et mineurs délinquants dont le lancement est prévu en février prochain, a-t-on appris mardi de son président, Mohamed Belaoun.

Ce projet, appelé "ESSIRM", espoir en tamazight, financé par l'Union européenne dans le cadre du

Programme d'appui-jeunes-se-emploi (PAJE) en collaboration avec le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, est destiné au soutien à l'emploi de jeunes.

Ces jeunes seront formés dans plusieurs spécialités dont la coiffure, l'informatique, la photographie et le jardinage. Dans ce sens, des conventions ont été signées dernièrement avec des formateurs qui veilleront à l'en-

cadrement de ces jeunes pendant une année, au terme de laquelle des certificats agréés seront remis aux jeunes formés, a indiqué M. Belaoun.

L'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) sera impliquée dans ce programme où des jeunes diplômés seront accompagnés pour accéder à des crédits afin de créer leurs micro-entreprises, a ajouté la même source.

Le projet "ESSIRM" vise la réinsertion des ex détenus et mineurs délinquants

dans la société, a souligné le président de l'association des jeunes intellectuels d'Oran, précisant que ses responsables oeuvrent à attirer ces jeunes stagiaires, lors de la période de formation, vers le travail bénévole pour renforcer leur confiance en soi et faciliter leur insertion dans la société. **R. O.**

Protection civile

## Simulation du secours d'une personne ayant chuté dans un puits

Un exercice simulant une opération de secours d'une personne ayant chuté dans un puits d'une profondeur de 40 mètres, situé en bas d'un pont, a été organisé mardi à Constantine par les services de la Protection civile, a-t-on constaté.

Les secouristes ont fait usage de la technique dite des «secours sous-pont» qui nécessite des compétences particulières en matière d'escalade de parois abruptes, les sauveteurs devant maîtriser les aléas du vent, l'effet pendule et la sensation du vide.

L'exercice de simulation, qui s'est déroulé en bas du pont Sidi Rached, est destiné à évaluer le degré de préparation des sauveteurs de la Protection civile. Il a été exécuté par cinq agents de la Protection civile en plus du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (Grimp) composé de six éléments, en présence d'un public nombreux, admiratif devant la compétence et les performances des éléments de ce corps constitué.

L'opération est inscrite dans le cadre d'un programme d'exercices, lancé le 18 décembre en cours par la direction générale de la Protection civile dans l'ensemble des wilayas du pays pour simuler des interventions et des sauvetages en cas de catastrophes telles que les séismes, les inondations et les accidents industriels, a précisé à l'APS, le médecin capitaine Mahmoud Hamdi, directeur du poste avancé Abdelmadjid Boumaâza, qui a présidé cette opération.

Il s'agit également, ajoute la même source, de tester les équipements dont se sont dotés les services de la Protection civile, notamment en matière de recherche de victimes et de communication entre les équipes d'appui et de première intervention.

Cet exercice qui rentre dans le cadre de la formation continue du commandement et des agents, permet aussi le perfectionnement des équipes d'intervention, a souligné le même responsable, faisant savoir que d'autres exercices sont prévus les jours prochains pour évaluer la capacité des agents à intervenir rapidement en cas d'inondations. **L. T.**

Coopération entre établissements hospitaliers spécialisés

## Des opérations chirurgicales délicates à l'hôpital mère-enfant de M'sila

Cinq opérations chirurgicales délicates ont été réalisées à l'établissement public hospitalier mère-enfant Slimane Amirat de M'sila par une équipe médicale de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en gynécologie-obstétrique de Sidi Mabrouk (Constantine), a indiqué, mardi, le directeur de la santé, Lazhar Guelfène.

Des consultations ont également été effectuées par des médecins au profit de femmes enceintes suivies à l'hôpital mère-enfant de M'sila durant les deux jours de cette initiative qui s'inscrit dans le cadre d'un accord de jumelage entre les deux établissements.

Ce jumelage permet la prise en charge des cas jugés complexes dont les interventions ne peuvent être effectuées localement et rentre dans le cadre de la mise en oeuvre des orientations du ministère de tutelle de permettre l'accès des populations locales aux soins spécialisés et d'assurer la formation continue des praticiens, note encore la même source.

Beaucoup de patientes, approchées par l'APS, au moment où elles allaient bénéficier de ces consultations, ont affirmé que cette initiative est une opportunité inespérée qui leur évite des déplacements très onéreux vers les hôpitaux d'autres wilayas du pays.

D'autres patientes ont exprimé leur mécontentement de se faire souvent rediriger par les médecins de l'établissement hospitalier mère-enfant local vers les cliniques médicales et chirurgicales privées. **K. O.**





Boumerdès

# Démolition des derniers vestiges du séisme de mai 2003

La ville de Boumerdès vit depuis lundi et tout au long de l'année 2017 au rythme des opérations de démolition des habitations préfabriquées (chalets), stigmates du séisme qui a frappé la région un soir du 21 mai 2003.

Quelque 12.064 logements préfabriqués répartis sur 98 sites à travers 28 communes ont été concernés par l'opération de démantèlement et de démolition, treize ans après leur installation, pour accueillir les sinistrés de cette catastrophe naturelle, redistribués dans le cadre social lundi à partir de la commune de Ouled Hedadj (à l'ouest de la wilaya), a constaté l'APS.

Dans une déclaration à l'APS, le wali de Boumerdes, Abderrahmane Madani Fouatih, a affirmé, en marge de l'opération de démolition, son «plein engagement» a démolir et démanteler tous les chalet qui «ternissent» l'image de la wilaya, soulignant que l'opération se fera «progressivement et conformément à un agenda défini» qui s'étalera jusqu'à fin 2017.

Ainsi, il est prévu au titre de ce programme, selon le chef de l'exécutif de la wilaya, l'éradication de 253 chalets à Korso, 190 à Larbatache, 600 à Khemis Khechna et 86 à Chaabat El Ameur, les autres communes étant programmées ultérieurement.

L'opération de démolition au niveau des sites «Saidani Djilali» et «Haouch El Makhfi» a commencé vers sept heures du matin, dans de bonnes conditions et à la satisfaction de la part des habitants, où tous les moyens nécessaires à l'opération ont été déployés notamment des engins de démolition, de transport, des encadreurs, un staff médical spécialisé et des agents de la Protection civile.

Supervisant l'opération, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a fait savoir que près de 400 agents relevant des services de la commune et des différentes directions et entreprises publiques ont été mobilisés, ainsi que des agents de la Protection civile, 60 bus et des engins de démolition.

## 12.000 logement affectés à la wilaya de Boumerdès

La wilaya de Boumerdès a bénéficié, depuis 2013, d'un programme de logement de 12.000 unités dans les deux formules, à savoir le Logement public locatif (LPL) et le programme de Résorption de l'habitat précaire (RHB), destinées à l'éradication des chalets.

A cet égard, et en réponse à certaines préoccupations des familles n'ayant pas bénéficié de recasement pour des raisons liées, entre autres, à la mention de leurs noms sur la Carte nationale du logement (CNL), le wali a réaffirmé qu'il n'existe aucune règle ou loi qui stipule que tout



bénéficiaire d'un chalet dans le cadre du social bénéficiera nécessairement d'un logement social convenable».

Il a rappelé à, ce propos, que «bénéficiaire d'un logement social est déterminé uniquement par le biais d'enquêtes sociales», et la priorité pour le recasement est accordée, a-t-il poursuivi, à ceux «chez qui les conditions légales sont réunies et ce, en se basant sur les enquêtes sociales».

L'Etat a également procédé à la réalisation d'un programme de logement «d'urgence» englobant 8.000 logements, en vue de recaser les sinistrés du séisme, et qu'à ce jour, la majeure partie du programme inscrit a été livrée. Quant au reste, à savoir 500 unités, sa réception interviendra sous peu.

A ce titre, environ 7.000 familles sinistrées, et dont les habitations se sont effondrées (classées rouge), ont été recasées dans des logements décentes. En revanche, près de 3.300 familles (également classées dans la même case) se sont vues accorder

des aides financières directes en vue de reconstruire leur habitation détruite ou pour les besoins d'achat de nouveaux logements.

A ce propos, l'Etat a aussi procédé, par le biais des entreprises, à la rénovation de 85.738 logements endommagés par le séisme ou à la distribution d'aides financières directes au profit des sinistrés en vue de réaliser des opérations de rénovation et de reconstruire leurs habitations.

L'opération de relogement et d'éradication des chalets a permis de récupérer d'importantes assiettes foncières à travers tout le territoire de la wilaya et qui sont d'une superficie avoisinant les 400 hectares.

Ces assiettes seront ultérieurement exploitées pour la réalisation de divers projets à caractère public et d'investissement.

Y. L.

Alger

## 1 200 familles relogées aujourd'hui

■ La quatrième tranche de la phase 4 de la 21e opération de relogement dans la wilaya d'Alger débutera aujourd'hui et concernera 1.200 familles qui seront relogées dans les sites de Sidi Abdellah, El Harrach et Rahmania, a affirmé mardi le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

M. Zoukh, qui a procédé avec le directeur général de la protection civile Mustapha Lehbiri à l'inauguration de plusieurs infrastructures et installations au profit des agents de la protection civile à Alger, a indiqué que cette quatrième tranche de la phase 4 de la 21e opération de relogement dans la wilaya d'Alger concernera 1200 familles issues des circonscriptions de Baraki, Bab El Oued, Zéralda, Dar El Beida, Bir Mourad Raïs et Hussein Dey.

Les familles issues du bidonville El Hamiz ne sont pas «exclues» de cette opération, mais leur relogement a été reporté jusqu'au premier semestre 2017 et 4.000 familles seront relogées dans le cadre de la 22ème opération que nous préparons, a-t-il soutenu.

Les familles seront relogées dans 4 nouvelles cités, à savoir la cité 1200 logements de Selmani dans la commune des Eucalyptus, la cité 473 logements Korifa dans la commune d'El Harrach, la cité 400 logements dans la commune de Rahmania et les 300 logements dans la même commune.

La quatrième et dernière phase de la 21e opération de relogement concernera 16 bidonvilles: Le palmier, dans la commune des Eucalyptus (244 familles), du bidonville «Amar Ouahib» de Bolghine (335 familles), «La caserne», Bolghine (98), «Le Plateau», Bolghine (74) et la cité Jais de Bolghine (62 familles).

L'opération concerne 4 bidonvilles occupant l'assiette du projet de réalisation de 1900 logements AADL à Zéralda (39 familles), 5 autres dans la commune de Rahmania à (204 familles), occupant le projet d'extension de la route nationale 63 à Maalma (5 familles) et le bidonville Le plateau sur le site du projet de logements publics promotionnels dans la commune de Staouéli (25 familles).

80 familles de la commune de Rahmania bénéficieront de logements au titre du projet des 400 logts dans le cadre de la distribution de logements de type LPP. Cette opération permettra de récupérer des assiettes foncières de près de 18,80 Ha.

Avec l'achèvement de la quatrième tranche de la phase 4 de la 21e opération de relogement qui a débuté le 21 juin 2016 la wilaya d'Alger aura bouclé l'année 2016 avec l'installation de plus 14.325 familles dans des logements décentes portant le nombre global de familles relogées depuis le lancement de l'opération en juin 2014 à plus de 46.000 familles, a fait savoir le Wali d'Alger Abdelkader Zoukh.

Cinq familles occupant des espaces pédagogiques dans 2 établissements scolaires dans les communes de Kouba, Bab Ezzouar, Bordj El Kiffan, El Mersa, Gue de Constantine, Birkhadem, Bir Mourad Raïs et Saoula seront concernées par le relogement dans le cadre de cette dernière tranche.

Des structures relevant de la protection civile ont été inaugurées à la faveur de cette visite. Il s'agit de la nouvelle unité d'intervention de Sebala baptisée du nom du moudjahidi Aissa Boudiaf, une autre à la cité des Bananiers d'El Mohamadia baptisée du nom du moudjahid Georges Acampora, une plateforme pour hélicoptère et un centre opérationnel au niveau de l'unité une d'El Harrach. Un terrain de sport en gazon artificiel, une salle omnisports et un hôtel ont également été ouverts au siège de la direction générale de la protection civile de Dar El Beida. M. Lehbiri a salué les efforts consentis par la wilaya en faveur de la modernisation des structures de cette institution dans le cadre du plan stratégique pour la capitale.

R. O.

Tissemsilt

## Cinq projets d'investissement agricole privé agréés

La commission d'orientation et de concrétisation du programme de développement agricole de la wilaya de Tissemsilt a approuvé dernièrement cinq projets d'investissement privés, a indiqué mardi le directeur du secteur.

Présentant un rapport sur le secteur lors des travaux du conseil exécutif de la wilaya, Mustapha Djakboub a indiqué que ces projets d'investissement, de plus d'un milliard de dinars, concernent l'élevage, la céréaliculture, la culture fourragères, le maraîcher, l'oléiculture et les conserveries d'huile d'olive.

Inscrits dans le cadre de la circulaire ministérielle conjointe 108 portant extension de la base de production en créant des exploitations agricoles nouvelles, ces projets seront concrétisés à travers cinq périmètres dans la commune de Bordj Emir Abdelkader pour une superficie globale de

1739 hectares et pourront générer plus de 340 postes d'emploi permanents.

Le DSA a indiqué, par ailleurs, que 2.761 ha de périmètres agricoles sont réservés à des jeunes à travers la création d'exploitations agricoles et d'élevage au titre de la même circulaire. La commission de wilaya d'orientation et de concrétisation du programme de développement agricole et rural a approuvé dernièrement, a-t-il ajouté, huit dossiers de jeunes investisseurs à travers huit périmètres agricoles d'une superficie de 1.022 ha.

La circulaire ministérielle conjointe 108 vise à élargir et valoriser des potentialités productives dans le cadre de la réalisation des objectifs fondamentaux de la politique du renouveau agricole et rural, l'exploitation des terres en jachère dans la région et la création d'emplois permanents.

Pour attirer des jeunes vers l'investisse-

ment dans le domaine agricole, la DSA a lancé, en collaboration avec la chambre agricole, l'Union de wilaya des paysans algériens relevant de l'UNPA et la radio régionale de Tissemsilt, une action de sensibilisation et d'information sur les avantages de cette circulaire et les modalités de création d'une exploitation agricole.

Le wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmassoud, a insisté, lors de cette rencontre, sur la création de guichets uniques au niveau des communes pour l'accueil et l'orientation de jeunes vers la création de projets d'investissement au titre des dispositifs de soutien à l'emploi, surtout pour les industries de transformation. Il a annoncé qu'une réunion autour de la situation du foncier agricole dans la wilaya se tiendra prochainement en présence des directions de l'agriculture et des domaines.

R. H.



## CONFLITS ▶▶

Syrie

# La Turquie et la Russie s'accordent sur un cessez-le-feu

La Turquie et la Russie qui coopèrent désormais en Syrie se sont entendues sur un accord de cessez-le-feu qui devrait entrer en vigueur à minuit dans l'ensemble du pays, a annoncé hier l'agence progouvernementale turque.



Le plan vise à étendre à l'ensemble du pays le cessez-le-feu instauré il y a deux semaines à Alep, grâce à des négociations parrainées par Moscou et Ankara qui ont permis l'évacuation des civils des quartiers rebelles de la deuxième ville de Syrie.

Interrogé, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a affirmé ne pas pouvoir confirmer cet accord. Le président turc Erdogan qui prononçait un discours dans la matinée n'a pas non plus mentionné le cessez-le-feu. Un res-

ponsable rebelle syrien a pour sa part affirmé à l'AFP à Beyrouth, sous couvert de l'anonymat, que les détails n'avaient pas été soumis officiellement aux factions rebelles et qu'il n'y avait donc pas encore d'accord.

Selon l'agence Anadolu, Moscou et Ankara veulent que ce cessez-le-feu entre en vigueur à partir de minuit. Tout comme de précédents accords négociés par les Etats-Unis et la Russie, celui-ci exclut les «groupes terroristes».

En cas de succès, cet accord

devrait être la base des négociations politiques entre le régime et l'opposition que Moscou et Ankara veulent organiser en janvier à Astana, au Kazakhstan, selon Anadolu.

L'agence ne précise pas quand et comment l'accord a été conclu, mais des pourparlers se sont tenus ces dernières semaines à Ankara entre la Russie, la Turquie et l'opposition syrienne.

Une nouvelle réunion entre des représentants russes, turcs et de l'opposition syrienne armée devrait avoir lieu jeudi dans la capitale turque, selon la chaîne qatarie Al-Jazeera.

La Russie et la Turquie sont très actives dans le conflit syrien où elles soutiennent des parties adverses, Ankara appuyant les rebelles tandis que Moscou, tout comme l'Iran, est un proche allié du régime de Damas.

Mais les deux pays se sont engagés dans une coopération étroite en Syrie ces derniers mois, tandis que se sont réchauffées leurs relations malgré une crise après la destruction d'un avion

russe par la Turquie à la frontière turco-syrienne fin 2015.

La Turquie est ainsi restée silencieuse lorsque le président Bachar al-Assad a obtenu sa plus grande victoire contre la rébellion depuis le début du conflit en reprenant la totalité d'Alep la semaine dernière, grâce à l'aide russe.

## Détermination

Aucune date précise n'a été annoncée pour les réunions d'Astana, mais la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a insisté mardi sur le fait que cette réunion n'en est encore qu'au stade de «l'élaboration» et qu'elle ne remplacerait pas le processus de paix de Genève, où doivent également se tenir des négociations en février.

Les précédents accords de cessez-le-feu en Syrie, négociés par Washington et Moscou, ont rapidement échoué.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait lancé mardi l'une de ses plus virulentes attaques à l'encontre des politiques occidentales en Syrie, marquées selon lui par des promesses non tenues.

Il a également accusé l'Occident de soutenir, outre les milices kurdes que la Turquie considère comme terroristes, le groupe Etat islamique lui-même.

Ankara considère les milices kurdes de Syrie, soutenues par Washington dans leur lutte contre l'EI, comme des «groupes terroristes» rattachés au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie.

Recep Tayyip Erdogan a reproché à l'Occident de ne pas soutenir les opérations militaires engagées par l'armée turque dans le nord de la Syrie, et qui subit des pertes de plus en plus nombreuses ces dernières semaines.

Confirmant la tenue des négociations à Astana, le président Erdogan s'est montré critique des réunions prévues à Genève : «Malheureusement, Genève n'a rien donné. Combien de réunions s'y sont tenues ? Aucun résultat n'a été obtenu».

Le conflit syrien a fait plus de 310.000 morts depuis 2011.

Mercredi matin, 22 civils, dont dix enfants ont péri dans des raids aériens menés par des avions inconnus sur un village tenu par l'EI dans l'est de la Syrie, dans la province de Deir Ezzor, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh)

AFP

Yémen

## 40 morts dans une offensive contre les Houthis

Au moins 12 soldats yéménites et 28 éléments du mouvement armé des Houthis ont été tués mardi au Yémen dans une offensive menée par les forces gouvernementales dans le secteur de Bayhan, ont rapporté des responsables militaires.

Les combats ont éclaté lorsque les forces gouvernementales ont attaqué les Houthis dans le secteur de Bayhan, dans la province de Chabwa. Bayhan est la seule partie de la province de Chabwa à être encore sous le contrôle des rebelles depuis que les forces gouvernementales ont chassé l'année dernière les insurgés de cinq provinces du sud du pays.

«Le bilan des morts pour les Houthis est de 28 alors que 12 soldats des forces légitimes ont été tués», a dit un responsable militaire.

Des responsables militaires ont affirmé que les forces gouvernementales, soutenues par l'aviation de la coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite, avaient bouté les Houthis hors de plusieurs positions dans le secteur de Bayhan.

«14 rebelles ont été en outre capturés», selon ces mêmes sources.

Les Houthis contrôlent actuellement la capitale Sanaa et le nord du Yémen, frontalier de l'Arabie Saoudite, dont l'armée est intervenue en mars 2015 en soutien au président président yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi. Le conflit au Yémen a fait plus de 7 000 morts, selon l'ONU.

R. Y.

Liban

## Un mort et un blessé dans une explosion dans un bus

Une personne a été tuée et une autre blessée mercredi dans l'explosion survenue dans un bus dans la localité de la Bekaa dans l'est du Liban, a rapporté l'agence de presse libanaise ANI.

Selon ANI, l'explosion a coûté la vie au vice-président du conseil municipal de Ayn, Khaled Ali Houry, et grièvement blessé son frère Mahmoud Houry qui a été transféré à l'hôpital.

R. L.

## 22 civils dont 10 enfants tués dans des raids aériens

Au moins 22 civils, dont dix enfants, ont péri dans des raids aériens menés par des avions inconnus sur un village tenu par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a indiqué mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les civils qui ont péri appartiennent à deux familles du village de Hojna, dans la province pétrolière de Deir Ezzor, contrôlée en majorité par l'EI et régulièrement visée par les avions de la coalition internationale antijihadistes dirigée par les Etats-Unis.

Afghanistan

## Un député blessé dans l'explosion de sa voiture

Un député afghan a été blessé hier, ainsi qu'au moins deux autres personnes, par l'explosion d'une bombe au passage de sa voiture à Kaboul, selon des responsables.

L'attentat a visé Fakuri Behishti,

un élu de la province centrale de Bamiyan, alors qu'il se rendait au Parlement. Il n'a pas été revendiqué dans l'immédiat.

«La bombe était placée sous un pont et a explosé lorsque la voiture du député est passée», a indiqué à

l'AFP un porte-parole du ministère de l'Intérieur Najib Danish. «Trois personnes dont le député ont été blessées», a-t-il ajouté. Selon un porte-parole du Parlement, Abdul Raouf Ibrahimy, un membre de la famille du député a été tué lors

dans l'explosion.

Les attentats à l'encontre d'élus afghans se sont multipliés ces derniers temps dans le pays.

Le 21 décembre, au moins huit personnes ont été tuées dans l'attaque par des kamikazes talibans

du domicile d'un député à Kaboul. Mir Wali, député du Helmand, province du Sud largement sous contrôle taliban, a survécu à l'attaque mais deux de ses petits-fils et des gardes du corps ont été tués.

AFP



Niger

# Une trentaine de combattants nigériens de Boko Haram se sont rendus

Une trentaine de combattants de Boko Haram de la région de Diffa (sud-est du Niger) ont déposé les armes et se sont rendus aux autorités nigériennes, a annoncé mardi Bazoum Mohamed, le ministre nigérien de l'Intérieur.



**T**rente-et-un jeunes de Diffa enrôlés il y a quelques années dans les effectifs de Boko Haram ont fait reddition", a déclaré sur les réseaux sociaux, Bazoum Mohamed, en visite à Diffa, ville proche du nord-est du Nigeria, bastion de Boko Haram. C'est la première fois que les autorités nigériennes font état de désertion de ressortissants nigériens des rangs de Boko Haram, qui mène des attaques meurtrières depuis février 2015 contre le Niger. "Ils se sont rendus un à un et sont actuellement retenus dans un centre sécurisé", a précisé à l'AFP une source sécuritaire basée à Diffa. Parmi eux, on compte vingt-six hommes et trois femmes. Une "quatrième femme de

nationalité nigérienne" s'est également rendue aux autorités de Diffa, a-t-on ajouté. "Nous avons déserté Boko Haram parce que nous avons constaté que ce que cette organisation pose comme actes n'est pas acceptable. A présent nous souhaitons que le gouvernement nous accorde son pardon, et dans la foulée, qu'il nous aide afin que nous ne songions plus jamais à adhérer à ce type de groupe", a déclaré un ex-combattant sur la télévision publique. Ces jeunes pourront bénéficier "d'une amnistie" et, avant de regagner leur famille, ils bénéficieront d'un "programme de déradicalisation" et de projets "de réinsertion socio-économique", a assuré la source sécuritaire à Diffa. En janvier 2015, un responsable municipal de

Diffa, avait signalé des "départs de nombreux jeunes" qui étaient "de plus en plus attirés par les offres de Boko Haram qui leur propose jusqu'à 300.000 francs CFA par mois (environ 500 euros par mois)".

"Certains reviennent avec de l'argent pour subvenir aux besoins de leur famille et cela tente d'autres encore", s'était-il inquiété. Depuis plusieurs semaines, une accalmie est observée dans le sud-est nigérien, où les attaques de Boko Haram sont devenues rares.

Le Niger, le Tchad et le Nigeria ont lancé quasi simultanément en juillet des "opérations de ratissage" contre les fiefs de Boko Haram, selon l'armée du Niger.

En octobre, le gouvernement du Niger, a déclaré que

ces "opérations avaient donné des résultats décisifs, notamment en libérant plusieurs localités autrefois occupées par Boko Haram".

Ces opérations ont également permis de "désorganiser le flux logistique" des insurgés nigériens.

La région de Diffa abrite plus de 300.000 réfugiés et déplacés, dont des milliers vivent aux dépens d'une population locale déjà très pauvre, selon l'ONU qui demande à la communauté internationale d'accroître son soutien financier.

Le Niger doit aussi faire face à la menace de groupes jihadistes venus du Mali. Vingt-deux soldats ont été tués début octobre lors d'une attaque jihadiste contre un camp de réfugiés maliens à Tazalit, à 300 km au nord-est de Niamey. **AFP**

Sénégal

## Le paludisme régresse

La prévalence du paludisme au Sénégal a enregistré une régression significative de plus de 50% entre 2009 et 2015, a indiqué la ministre de la Santé et de l'Action sociale, Awa Marie Coll Seck. "La prévalence parasitaire est passée de 3% à 1,2% grâce à la mise en échelle d'interventions à efficacité prouvée et c'est pourquoi le Sénégal a l'ambition d'aller vers la pré-élimination en 2020", a déclaré la ministre sénégalaise mardi lors d'une cérémonie de signature par les députés du Pacte d'engagement pour l'élimination du paludisme. Le premier Pacte d'engagement a été signé le 18 mai 2016 avec le Programme national de lutte contre le paludisme (Pnlp).

En 2016, le ministère de la Santé et de l'Action sociale, en collaboration avec des partenaires techniques et financiers, a organisé une campagne de distribution gratuite de moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (Milda). Cette stratégie a visé toutes les couches de la population selon l'approche par ménage et permis de distribuer 8.736.480 Milda touchant ainsi plus de 900 mille ménages dont ceux des couches les plus pauvres. **R. K.**

Pour ses interventions nutritionnelles au Soudan

## L'UE octroie une aide supplémentaire à l'Unicef

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) a indiqué mardi avoir reçu une aide additionnelle de l'Union européenne (UE) d'un montant de 600.000 euros destinée à ses programmes au profit de deux millions d'enfants qui souffrent de malnutrition au Soudan.

"L'UNICEF reçoit un soutien accru de la part de la Commission européenne d'un montant de 600.000 euros pour ses interventions nutritionnelles pour sauver des vies au Soudan, portant la totalité de la contribution de la commission à 4,1 millions d'euros en 2016", a précisé l'Unicef dans un communiqué. Le gouvernement soudanais et ce fonds onusien ont récemment annoncé plusieurs programmes nationaux en matière de lutte contre la malnutrition et de réduction du taux de mortalité infantile avec pour objectif de permettre aux enfants dans les zones en conflit d'être vaccinés, de bénéficier des services sociaux de base et l'inscription d'un million d'enfants à l'école en 2017, ajoute le communiqué. Les taux de malnutrition aiguë au Soudan sont parmi les plus élevés dans le monde et les plus élevés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, indique-t-on de même source. **T. O.**

Nigeria

## Le gouvernement débarrasse la fonction publique de 50.000 travailleurs fantômes

Le gouvernement nigérien a débarrassé la fonction publique de 50.000 travailleurs fantômes, ce qui lui a permis d'économiser près de 630 millions d'euros dans le cadre de la lutte contre la corruption, a annoncé mardi la présidence. "La masse salariale du gouvernement fédéral a été débarrassée de 50.000 travailleurs fantômes, permettant d'économiser la somme gigantesque de 200 milliards de nairas (627,8 millions d'euros)" en 2016, a écrit le porte-parole de la présidence, Garba Shehu, dans un communiqué.

13 milliards de nairas ont été économisés sur les salaires payés de février à décembre 2016, tandis que l'audit des retraites a permis de récupérer 1,1 milliard de nairas par mois sur la même période, a-t-il précisé.

Il a affirmé que 11 des principaux suspects avaient été traduits devant la Commission pour les crimes économiques et financiers (EFCC). "Le programme phare de l'administration Muhammadu Buhari pour débarrasser le système de la fraude et instiller la bonne gouvernance est en cours", a ajouté le porte-parole. "Le gouvernement a entrepris une vérification continue des salaires" dans la fonction publique. Le président nigérien Muhammadu Buhari, élu en 2015, a fait de la lutte contre la corruption endémique au Nigeria son principal cheval de bataille. **G. O.**

Somalie

# Les parlementaires élus prêtent serment

**L**es parlementaires nouvellement élus ont prêté serment mardi en Somalie, au terme d'un processus de vote complexe par clans de plus de deux mois, mais considéré néanmoins comme un progrès démocratique, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le nouveau parlement a été intronisé sous très haute protection à Mogadiscio, dans un contexte de risques d'attentats menés par la rébellion islamiste somalienne des shebab, toujours très élevés.

Les parlementaires doivent élire un président par un vote à bulletin secret, mais la date de ce scrutin n'est pas encore connue.

Les 275 députés devaient initialement être élus au suffrage universel. Mais dans ce pays de la Corne de l'Afrique privé d'Etat central depuis 25

ans et ravagé par la guerre civile, le manque d'infrastructures, l'insécurité et l'omniprésence des clans ont finalement conduit à un scrutin différent.

Quelque 14.000 électeurs délégués - sur les 12 millions de Somaliens - ont voté entre octobre et décembre pour des candidats généralement choisis à l'avance par consensus et représentant chaque clan ou sous-clan.

Il s'agit cependant d'une avancée démocratique par rapport aux élections de 2012, où seulement 135 elders (notables) avaient désigné l'ensemble des députés.

La dernière élection véritablement démocratique en Somalie remonte à presque 50 ans, en 1969.

La création d'une chambre haute de 54 sénateurs nommés et l'introduction d'un quota de 30% de femmes parmi les

parlementaires sont les nouveautés du scrutin de 2016. Les autorités somaliennes ont décidé à la dernière minute d'ajouter 18 sièges de sénateurs - portant le total à 72 -, provoquant l'agacement de la communauté internationale, soucieuse de "l'intégrité" du processus électoral.

"Les partenaires internationaux pensent que l'intégrité du processus électoral de 2016 est en jeu", a averti la mission de l'ONU en Somalie (UNSOM) dans un communiqué mardi.

L'UNSOM s'inquiète aussi de la décision des autorités somaliennes de revalider des candidatures qui avaient été disqualifiées.

L'instauration du suffrage universel est désormais planifié pour la prochaine élection en 2020. **Agence**



# D'al Qaïda à l'État islamique, comment les profils des candidats au djihad ont évolué

**En moins de 10 ans, le nombre de volontaires a explosé, leurs origines se sont diversifiées et les ambitions ont changé.**

**E**n octobre 2007, l'armée américaine met la main sur des documents internes d'al-Qaïda en Irak (AQI), dans la ville de Sinjar. Les «Sinjar Records» contenaient des informations sur 584 djihadistes étrangers ayant rejoint l'organisation entre 2006 et 2007. En mars 2016, huit ans et demi plus tard, l'EI subit une fuite de données massives, surnommée «Daech Leaks». Environ 22.000 documents internes de l'organisation sont transmis à plusieurs médias par un individu se présentant comme un déserteur. Ils contiennent des informations sur 4119 volontaires étrangers, ayant rejoint l'EI entre 2011 et 2014, principalement en Syrie. Le Centre de lutte contre le terrorisme (CTC) de l'académie militaire de West Point a procédé à une étude comparative sur les profils de ces deux générations de djihadistes.

#### Une base de recrutement élargie pour l'EI

Chez al Qaïda en Irak, 60% des combattants étaient originaires de deux pays: l'Arabie Saoudite, avec 235 hommes (40%), et la Libye, avec 111 hommes (19%). Les combattants occidentaux étaient très minoritaires: on ne dénombrait que deux Français, un Suédois et un Britannique. Aucun combattant asiatique n'est présent.

A l'inverse, dans les «Daech Leaks», plus de 50 nationalités sont présentes. La part des combattants saoudiens décroît (19%), celle des Libyens s'effondre (2,5%) tandis que celle des européens et asiatiques s'accroît. On dénombre 126 Français (3,1%), 210 Russes (5,1%) et 163 Chinois du Xinjiang (4%), une nationalité absente des Sinjar Records. Enfin, la part des Tunisiens triple, passant de 5,7 à 15%. Ces chiffres reflètent l'histoire récente. Après la chute de Kadhafi



et la guerre civile, les djihadistes libyens ont préféré combattre chez eux. Au lendemain de la «révolution de jasmin», la Tunisie a subi une explosion de l'extrémisme religieux.

Chez al Qaïda en Irak, la différence d'âge entre le volontaire le plus jeune et le volontaire le plus âgé s'élevait à 17,5 ans. Chez les combattants de l'EI, elle atteint 31,6 ans. Pour les combattants saoudiens de l'EI, l'âge moyen se situe entre 24 et 25 ans sur les deux échantillons. Il y a donc deux générations distinctes de «mudjahidin» saoudiens: peu de «vétérans» ayant combattu avec AQI ont ensuite rejoint l'EI.

Enfin, les étudiants étaient la catégorie socio-professionnelle la plus représentée

chez AQI (44,2%) tandis que l'EI attire une proportion plus élevée de travailleurs peu ou pas qualifiés (39%). Ces données démontrent que l'EI est plus attractif que ne l'était al-Qaïda en Irak. L'organisation parvient à recruter des individus plus nombreux, aux profils plus variés. Sur les périodes les plus significatives, l'organisation dirigée par Abou Bakr al-Baghdadi draine six fois plus de volontaires.

#### Moins de kamikazes, des groupes plus nombreux

Au sein des deux organisations, la majorité des recrues indique ne pas avoir eu d'expérience préalable du combat. 58% des

volontaires d'al Qaïda en Irak souhaitaient devenir kamikazes, tandis que 42% voulaient être combattants. Trois nationalités affichent une proportion de kamikazes particulièrement élevée: le Maroc (91,7%), la Libye (85%) et la Syrie (62,1%). En revanche, au sein de l'EI, seuls 12% des recrues désirent se sacrifier en devenant kamikaze ou «inghimasyi». A l'inverse, 89% des volontaires de l'EI souhaitent devenir combattants, mais sans participer à une opération suicide.

Une part significative des recrues rejoint l'organisation au sein d'un groupe originaire de la même ville, chez AQI (47%) comme chez l'EI (30,4%). Mais les groupes de combattants de l'EI sont, en moyenne, d'une taille plus importante (jusqu'à 11 membres) que ceux d'AQI (jusqu'à cinq membres). Certaines villes apparaissent comme des pourvoyeuses importantes de telles «grappes» de djihadistes: Riyad et Buraydah en Arabie Saoudite, Istanbul et Gaziantep en Turquie, ainsi que Tunis. Par ailleurs, l'EI dispose de «points d'entrée» plus nombreux qu'AQI pour acheminer ses recrues.

Al Qaïda en Irak était une insurrection clandestine dont la propagande était focalisée sur ses attaques-suicides. Devenir kamikaze était donc le principal engagement envisageable pour un nouveau volontaire d'AQI. L'EI communique aussi sur ses attaques-suicide. Mais il se présente également comme un authentique État et une terre d'immigration - ou hijra - pour les musulmans du monde entier. Contrairement à AQI (dont ce n'était pas l'objectif), l'organisation a pu attirer des familles entières et des individus qui souhaitaient participer à l'édification du nouvel «État islamique» sans forcément sacrifier leur vie, surtout après la proclamation du califat.

Les reculs actuels de l'EI face à la coalition pourraient le contraindre à retourner à la clandestinité. En 2007, al Qaïda en Irak avait presque été vaincue militairement, après le «surge» américain et avec l'aide de tribus irakiennes. De ses cendres est née l'organisation État islamique.

Antoine Hasday

## OCCIDENT : LA RÉÉCRITURE DU PASSÉ

Par Manlio Dinucci

■ ■ « Massacre de Berlin, pourquoi le terroriste a-t-il laissé ses papiers ? » : se demande le *Corriere della Sera*, en parlant d'«étrangetés». Pour avoir la réponse il suffit de regarder le passé récent, mais de celui-là il n'y a plus de mémoire. Il a été réécrit par le «Ministère de la Vérité» qui - imaginé par George Orwell dans son roman de politique-fiction 1984, critique du «totalitarisme stalinien» - est devenu réalité dans les «démocraties occidentales». Ainsi a été effacée l'histoire documentée des dernières années. Celle de la guerre USA/Otan contre la Libye, décidée -comme le prouvent les emails de la Clinton- pour bloquer le plan Kadhafi de créer une monnaie africaine alternative au dollar et au franc Cfa. Guerre initiée par une opération secrète autorisée par le président Obama, en finançant et armant des

groupes islamistes d'abord classifiés comme terroristes, parmi lesquels les noyaux du futur Isis. Ensuite approvisionnés en armes à travers un réseau Cia (documenté par le *New York Times* en mars 2013) quand, après avoir contribué à renverser Kadhafi, ils sont passés en 2011 en Syrie pour renverser Assad et attaquer ensuite l'Irak (au moment où le gouvernement al-Maliki s'éloignait de l'Occident, en se rapprochant de Pékin et de Moscou). Effacé le document de l'Agence de renseignement du Pentagone (daté du 12 août 2012, déclassifié le 18 mai 2015), dans lequel on affirme que «les pays occidentaux, les états du Golfe et la Turquie soutiennent en Syrie les forces qui tentent de contrôler les zones orientales» et qu'il y a, dans ce but, «la possibilité d'établir une principauté salafiste en Syrie orientale».

Effacée la documentation photographique du sénateur McCain qui, en mission en Syrie

pour le compte de la Maison-Blanche, rencontre en mai 2013 Ibrahim al-Badri, le «calife» à la tête de l'Isis. En même temps, s'inspirant de la «novlangue» orwellienne, on adapte au cas par cas le langage politico-médiatique: les terroristes, ainsi définis seulement quand ils servent à terroriser l'opinion publique occidentale pour qu'elle soutienne la stratégie USA/Otan, se trouvent qualifiés d'«opposants» ou de «rebelles» lorsqu'ils perpètrent des massacres de civils en Syrie. Utilisant la «novlangue» des images, on cache pendant des années la condition dramatique de la population d'Alep, occupée par les formations terroristes soutenues par l'Occident, mais, quand les forces syriennes soutenues par la Russie commencent à libérer la ville, on montre chaque jour le «martyre d'Alep». On peut, sur ce fond, répondre à la question du *Corriere della Sera*: comme il est déjà arrivé dans le massacre de Charlie

*Hebdo* et dans d'autres, les terroristes oublient ou laissent volontairement une carte d'identité pour être immédiatement identifiés et tués. A Berlin d'autres «étrangetés» ont été constatées: en perquisitionnant le camion immédiatement après le massacre, la police et les services secrets ne s'aperçoivent pas que sous le siège du conducteur se trouve la carte d'identité du Tunisien, avec un tas de photos. Ils arrêtent donc un Pakistanais, qu'ils relâchent un jour après pour insuffisance de preuves. C'est alors qu'un agent particulièrement expert va regarder sous le siège du conducteur, où il découvre les papiers du terroriste. Intercepté par hasard en pleine nuit et tué par une patrouille vers la gare de Sesto San Giovanni (Milan), à un kilomètre de l'endroit d'où était parti le camion polonais utilisé pour le massacre. Tout cela documenté par le «Ministère de la Vérité».

Manlio Dinucci



# Pourquoi les Espagnols ont eu tant de mal à conquérir l'Amérique du Nord

**Bien avant la conquête de l'Ouest puis la construction de murs, les conquistadores recherchaient déjà de nouveaux eldorados en Amérique du Nord.**

Par Jan Synowiecki

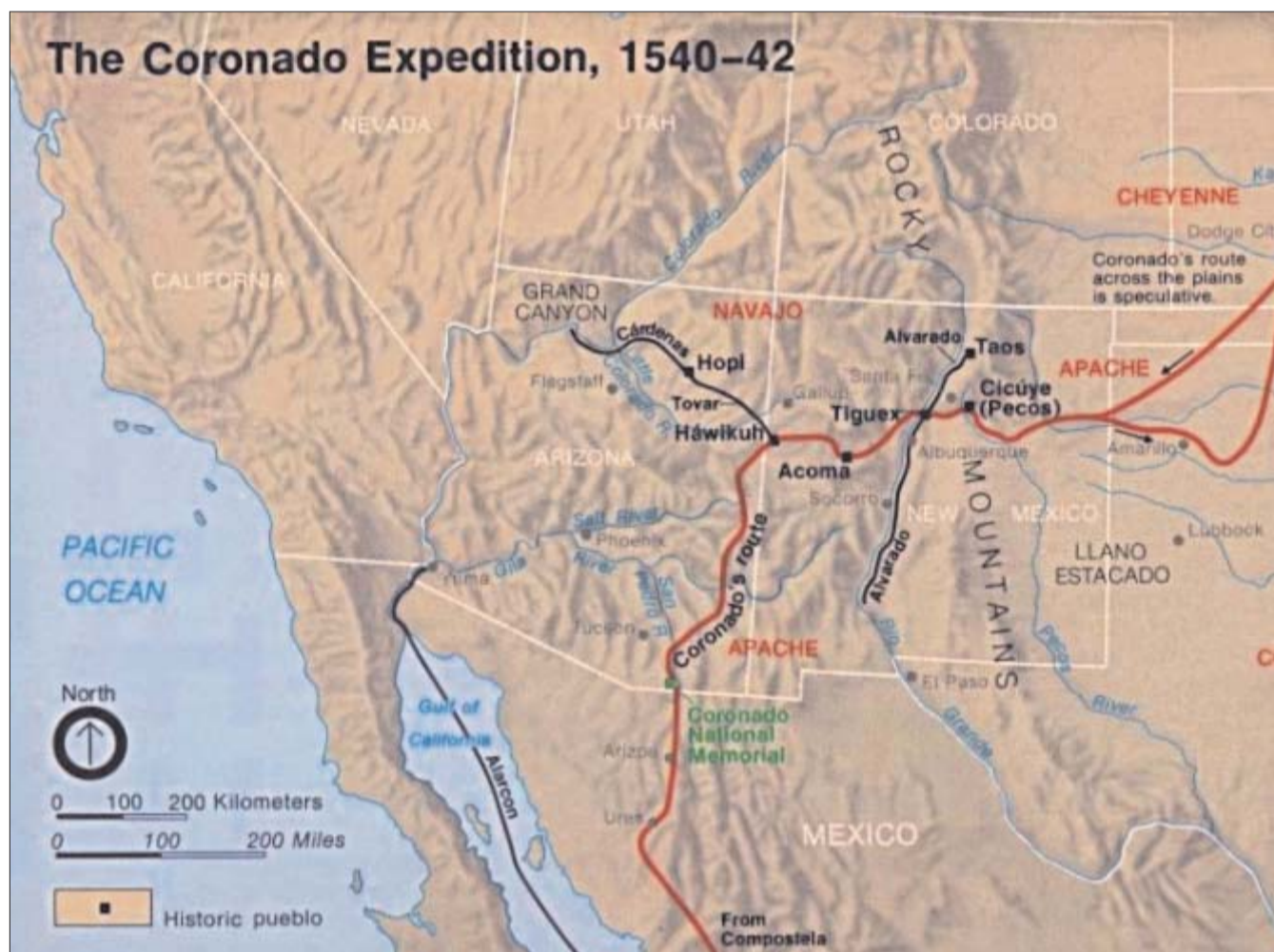
I l n'a pas fallu attendre la fièvre de la poussée vers l'Ouest du XIX<sup>e</sup> siècle pour que les territoires de l'Amérique du Nord soient l'objet de convoitises et de rivalités géopolitiques. En effet, la reddition de Tenochtitlán (1521) et de Cuzco (1533) n'avait pas éteint la soif des conquistadores, toujours en quête d'eldorados mythiques et surtout d'un passage plus rapide vers le Pacifique pour contourner le monopole portugais. Leurs incursions en pays pueblo (actuels Nouveau-Mexique et Arizona), dans les plaines du sud-est (Floride, Géorgie, Caroline du Nord et du Sud) et dans la vallée du Mississippi ont révélé la diversification des terrains de la conquête en même temps qu'elles ont cristallisé l'échec cinglant d'une installation pérenne. Jean-Michel Sallmann, connu pour sa Géopolitique du XVI<sup>e</sup> siècle et pour Le Grand désenclavement du monde, 1200-1600, revient sur cette épopée avortée et relativement méconnue.

Les territoires indiens d'Amérique du Nord ont servi d'exutoire aux antagonismes européens, dans un contexte où la mainmise de la couronne de Castille sur la colonisation américaine avait suscité des contestations. C'est le cas de François I<sup>er</sup>, qui avait dépêché le Florentin Giovanni da Verrazzano en 1524 pour explorer les côtes de l'Amérique du Nord et, par la même occasion, trouver le fameux passage du Nord-Ouest débouchant sur le Pacifique. Les expéditions françaises étaient fort redoutées par le pouvoir de Nouvelle-Espagne, en ce qu'elles étaient susceptibles de remettre en question l'hégémonie ibérique sur les mines d'argent, et plus généralement la politique mondiale que s'évertuaient à consolider les autorités. Aux questions territoriales se superposaient les tensions religieuses, dont l'onde de choc s'était propagée en dehors de l'Europe, faisant des projets de colonisation de Luis de Velasco, vice-roi de la Nouvelle-Espagne à partir de 1550, un moyen de raffermir le catholicisme face à des expéditions françaises emmenées majoritairement par des protestants.

## Un laboratoire des rivalités géopolitiques

Bien que le traité de Cateau-Cambrésis en 1559 mit un terme aux différends religieux qui empoisonnaient les relations entre les Valois et les Habsbourg sur le continent, les projets de colonisation permettaient de conjurer les antagonismes - intérieurs et extérieurs - et ce, d'autant plus que la France n'avait jamais accepté la bulle Inter caetera de 1493 et le traité de Tordesillas dont elle était soigneusement exclue par les puissances ibériques. La bulle Inter caetera ainsi que le traité de Tordesillas ont organisé le partage du monde nouvellement découvert par les puissances portugaise et castillane, en fixant comme ligne de démarcation un méridien situé à 370 lieues des îles Cap-Vert.

Dès le règne d'Henri II, sous la houlette de l'amiral de Coligny, la création de colonies de peuplement réformées en Amérique avait répondu au double impératif d'éloigner une minorité religieuse devenue embarrassante et de l'instrumentaliser dans le cadre d'une politique étrangère résolument anti-espagnole. Après l'éphémère colonie de



Fort-Coligny installée dans la baie de Rio de Janeiro, l'attention se focalisa sur la Floride, dont l'importance géostratégique équivalait au besoin de perturber le transport espagnol de métaux précieux : « Couper cette route aurait obligé les Espagnols à prendre un chemin du retour plus au sud par les Antilles, dépendant des alizés et donc plus difficile, ou bien à garder sur place, en Amérique, la production de l'argent dont ils avaient tant besoin pour mener leur politique mondiale ». Consécutivement aux expéditions Ribault (1562-1563), et surtout Laudonnière (1564-1565), dans un contexte où le Concile de Trente servit d'alibi à l'Espagne pour se présenter en garante de la foi catholique contre la prolifération de l'hérésie protestante, la Monarchie catholique prépara sa riposte en faisant appel à Pedro Menéndez de Avilés. La reddition des Français ne se fit qu'au prix de massacres qui ne contribuèrent pas peu à entretenir la légende noire de l'Espagne, bien au-delà des milieux calvinistes.

## Le long remords de la conquête

Bien qu'officiellement rattachée à la couronne espagnole, la Floride, qu'on avait voulu ménager en faisant preuve de diplomatie à l'égard des chefferies indiennes, et dont on attendait que le monopole de la région sécurisât les mines d'argent de Zacatecas, échappa en partie à la monarchie catholique: il fallait faire face aux résistances indiennes, à un climat défavorable aux cultures, et à des conditions de vie singulièrement précaires.

Jean-Michel Sallmann brille à mettre en lumière les nombreuses contraintes qui ont complexifié - si ce n'est rendu impossible - toute forme d'installation durable. Dans la Sierra Madre, les conquistadores durent se frotter à des populations rétives à l'affirmation de l'hégémonie espagnole, quand celles-ci ne s'avéraient pas ouvertement hostiles et belliqueuses. Les incursions en pays Pueblo et Zuni révélaient surtout la distorsion entre la croyance encore vivace en

la légende des Sept Cités qui légitimait ces expéditions, et la réalité de territoires peu pourvus en richesses minières. Les meilleures pages du livre sont consacrées aux préparatifs et aux contraintes logistiques inhérentes aux expéditions en Amérique du Nord, à l'instar de celles traitant des problèmes de ravitaillement considérables auxquels se heurtèrent les corps expéditionnaires. Loin de leur base arrière et des structures administratives impériales, ils étaient confrontés aux épisodes de disette dont l'éradication dépendait de leur capacité à s'appuyer sur les populations autochtones en pratiquant le troc ou bien le pillage - même si l'arrivée des troupes étrangères déstabilisaient en profondeur les communautés locales et fragilisaient leur gestion des ressources. Ainsi, le manque de viande constitua un problème particulièrement aigu pour les troupes d'Hernando de Soto, et même lorsqu'un cheptel substantiel accompagnait les troupes, comme ce fut le cas avec Coronado dans la Tierra Nueva, les réquisitions de vivres allaient bon train.

## Jamais de conditions favorables

Surtout, les nombreuses guérillas menées par les chefferies amérindiennes, recourant vertement à la technique de la terre brûlée, ainsi que versatilité des identités et des alliances ne permirent guère l'institution de rapports de force politiques stables, si bien que « les conquérants n'y rencontrèrent jamais les conditions favorables qui avaient permis à leurs prédécesseurs d'abattre les grands empires mésoaméricains ou andins », et qu'il eût fallu des moyens économiques et humains considérables pour exploiter durablement des territoires qui offraient des ressources assez frustes. Si les motivations présidant à la détermination sans faille des aventuriers espagnols furent réelles, des sirènes de la gloire aux fantasmes de la fortune, en passant par les vellétés de convertir les Indiens au christianisme, les conquistadores se heurtèrent vite à la réalité d'un terrain fort

différent de ce qu'ils connaissaient au Mexique ou au Pérou. Ici, point de grandes civilisations urbaines et d'empires centralisés, mais des semis de villages dispersés, une multitude de chefferies tribales au principe d'une étonnante fluidité politique difficile à appréhender, ou encore des déserts vierges à perte de vue servant autant de réserve de produits naturels que de frontière quasi-infranchissable. Ici, point d'armée de métiers, mais des « peuples en armes chez qui même les femmes participent au combat », et donc, in fine, une guerre radicalement opposée à celle que les Espagnols pouvaient mener en Europe ou face à de grands empires. Bien que les premiers chapitres soient les plus fastidieux en ce qu'ils suivent une chronologie linéaire et événementielle des expéditions qui peinent à faire émerger la problématique d'ensemble, la suite de l'ouvrage est convaincante pour une double raison: d'une part, parce que Jean-Michel Sallmann restitue avec vivacité les asymétries et les déséquilibres qui sous-tendent le processus d'une conquête paradoxale, et d'autre part parce que cette histoire de la conquête en Amérique du Nord est indissociable d'une histoire globale aux nombreuses implications géopolitiques, et impliquant des facteurs environnementaux et écologiques jusque-là relativement négligés. Si les sources ne nous permettent pas de reconstituer le point de vue indigène, elles documentent le regard posé par les Européens sur les sociétés amérindiennes, et permettent de pister aussi bien l'incompréhension des conquistadores à l'égard de populations et de milieux nouveaux, que les débats qui traversaient les corps expéditionnaires. En se montrant attentif aux représentations autant qu'aux pratiques, Jean-Michel Sallmann écrit une nouvelle page de l'histoire des conquêtes espagnoles et, par là même, des populations amérindiennes.



Russie

# L'accident en mer Noire sans doute dû à un incident technique

**La chute d'un avion militaire russe qui s'est abîmé en mer Noire le jour de Noël, tuant les 92 personnes à bord, a sans doute été provoquée par un défaut de fonctionnement des volets, rapporte mardi l'agence de presse Interfax.**

**C**itant une source proche de l'enquête, l'agence écrit que selon les premiers éléments recueillis, les volets sur les ailes du Tupolev-154 n'ont pas fonctionné correctement et en tandem. Le site d'information Life-ru, connu pour avoir un bon accès aux forces de sécurité, dit avoir entendu un enregistrement des derniers mots du pilote qui fait état de problèmes avec les volets et dit : «Commandant, on est en train de tomber».

Les médias russes ont rapporté que les trois «boîtes noires» de l'avion avaient été récupérées. Le ministère russe de la Défense ne parle, lui, que d'un enregistreur de vol trouvé par un véhicule submersible téléguidé à une profondeur de 17 mètres, à 1.600 mètres au large de Sochi, d'où l'avion



avait décollé. Selon une source anonyme citée par Interfax, la Russie a décidé de clouer au sol tous ses Tupolev-154 dans l'attente d'éclaircissements sur l'origine de l'accident. L'information n'a pas été confirmée officiellement.

D'après le ministère de la Défense, le TU-154 accidenté avait été construit en 1983, à l'époque soviétique. Il avait subi d'import-

antes réparations en décembre 2014 et son dernier entretien de maintenance remontait à septembre. Les pilotes russes jugent que le TU-154 affiche un bilan décent en matière de sécurité, même si les grandes compagnies commerciales russes l'ont remplacé depuis longtemps par des avions occidentaux. L'accident en mer Noire a coûté la vie à l'ensemble des huit membres d'équipage et 84

passagers, parmi lesquels une soixantaine de membres des Choeurs de l'Armée rouge. Le précédent accident majeur impliquant un TU-154 datait de 2010, dans l'ouest de la Russie. Il s'agissait de l'avion transportant le président polonais Lech Kaczynski et une grande partie de la classe dirigeante polonaise. Toutes les personnes à bord avaient péri.

Reuters

Argentine

## L'ex-présidente Kirchner inculpée dans une affaire de corruption

L'ex-présidente Cristina Kirchner, qui a gouverné l'Argentine de 2007 à 2015, a été inculpée mardi par un juge de Buenos Aires dans une affaire de corruption, selon un communiqué du ministère de la Justice.

«Le juge Julian Ercolini a inculpé l'ex-présidente pour association illicite et administration frauduleuse. Il a ordonné le gel de ses biens de 10 milliards de pesos (600 millions d'euros, ndlr)», selon le communiqué. Mme Kirchner, déjà mise en examen dans une affaire de spéculation sur les taux de change, a aussitôt dénoncé «une formidable manœuvre de persécution politique», lors de sa sortie du tribunal. Elle est soupçonnée d'avoir favorisé l'homme d'affaires Lazaro Baez dans l'obtention de marchés de travaux publics dans la province de Santa Cruz, son fief politique situé en Patagonie, dans le sud de l'Argentine. Outre l'ex-présidente, son ministre de la Planification d'alors, Julio de Vido, a également été inculpé. Lazaro Baez, un chef d'entreprise du BTP, est emprisonné depuis avril. «Je ne suis ni amie, ni associée de Baez», s'est défendue Cristina Kirchner, 63 ans, dans sa déclaration au juge, selon les médias.

R. N.

Inde

## Au moins 40 blessés dans un déraillement de train

Au moins 40 personnes ont été blessées suite au déraillement d'un train express mercredi matin près de la ville de Kanpur, dans l'Etat indien de l'Uttar Pradesh (nord), a annoncé un responsable des chemins de fer. Personne n'a été tué dans l'incident, a confirmé le responsable, cité par des médias, ajoutant que tous les blessés ont été admis dans un hôpital local. «La tragédie a eu lieu vers 5h30 heure locale près de la station de Rura, dans le district de Dehat, lorsque 14 wagons de l'Express Sealdah-Ajmer ont déraillé, dont deux sont tombés dans un fossé», a-t-il précisé. Selon des chaînes de télévision locales, les secours sont sur les lieux et recherchent les passagers piégés à l'intérieur des wagons.

Le ministre indien des Chemins de fer, Suresh Prabhu, a déclaré qu'il était en train de «suivre personnellement la situation» et avait ordonné à tous les services concernés de participer aux opérations de secours. «Une enquête approfondie sera menée pour déterminer la cause de l'accident», a-t-il ajouté. Cet accident est survenu juste un mois après le déraillement de l'Express Indore-Patna dans le même district, qui avait fait au moins 140 morts et plus de 200 blessés.

T. K.

Crise politique en Corée du Sud

## Un ex-ministre en garde à vue

**U**n ancien ministre sud-coréen de la Santé, aujourd'hui à la tête de la caisse nationale de retraite, a été placé mercredi en garde à vue dans l'enquête retentissante pour corruption qui menace la présidence de Park Geun-Hye.

Le parlement a voté début décembre une motion de destitution de Mme Park, qui doit encore être entérinée par la Cour constitutionnelle.

La présidente, dont les pouvoirs ont été transmis en attendant au Premier ministre, est accusée de collusion avec son ancienne confidente de l'ombre Choi Soon-Sil, actuellement en détention et accusée notamment d'avoir profité de ses relations pour extorquer des sommes astronomiques aux conglomérats sud-coréens.

Dans ce scandale à tiroirs, Samsung Group est soupçonné d'avoir soudoyé Mme Choi, l'amie de 40 ans de la présidente, pour

obtenir le feu vert du gouvernement à une fusion controversée réalisée en 2015.

Ce rapprochement avait été perçu comme une étape cruciale pour assurer une passation de pouvoir sans histoire au sommet du groupe, au profit de l'héritier présumé Lee Jae-Yong.

Cheil Industries, la holding de fait du groupe, avait racheté C&T, filiale de Samsung présente dans le commerce et la construction. Mais des actionnaires de C&T s'étaient opposés avec force à cette fusion, sous la houlette du fonds spéculatif américain Elliott, pour qui l'opération sous-estimait la valeur de la compagnie au détriment de ses actionnaires.

Au fil des investigations, un proche de la présidente, l'ex-ministre de la Santé Moon Hyung-Pyo -devenu entre temps patron du Service national des pensions de retraite (NPS)- s'est retrouvé soupçonné d'avoir fait

pression sur le NPS, un important actionnaire de Samsung, pour qu'il accepte la fusion.

Bien qu'il ait rejeté ces accusations, il a été arrêté mercredi en raison des déclarations contraires d'un haut dirigeant du NPS.

«M. Moon a été placé en garde à vue ce matin», a déclaré aux journalistes un porte-parole du parquet de Séoul, qui devra dans les 48 heures demander ou non le placement de l'ancien ministre en détention provisoire.

Plusieurs locaux de la caisse de retraite avaient été perquisitionnés en novembre, selon une porte-parole de ce service qui gère des fonds de 543.000 milliards de wons (434 milliards d'euros), soit la troisième caisse de retraite au monde.

Des perquisitions avaient également été opérées dans les bureaux de Samsung.

AFP

75 ans après l'attaque japonaise

## Barack Obama et Shinzo Abe symboliquement unis à Pearl Harbor

**B**arack Obama et le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, ont effectué ensemble une visite chargée de symbole mardi à Pearl Harbor, 75 ans après l'attaque japonaise de la base navale américaine qui provoqua l'entrée en guerre des Etats-Unis. Les deux hommes ont rendu hommage aux victimes de l'USS Arizona au mémorial construit sur l'épave de ce navire de guerre coulé par l'aviation nipponne le 7 décembre 1941. Avant de jeter des pétales de fleur dans la mer, le président américain et son hôte ont déposé une gerbe à la mémoire des quelque 2.000 militaires américains tués lors de l'attaque, et dont tous les noms figurent

sur un mur.

Puis ils ont observé une minute de silence. Shinzo Abe ne prévoyait pas de présenter d'excuses pour l'attaque de Pearl Harbor, car elles risqueraient d'irriter la base conservatrice du Parti libéral démocrate (PLD, au pouvoir). Il ne l'a pas fait mais a offert des condoléances. «Au président Obama, au peuple des Etats-Unis et à tous les peuples de par le monde, j'offre en tant que Premier ministre du Japon mes sincères et éternelles condoléances aux âmes de ceux qui ont perdu la vie ici», a-t-il déclaré.

Barack Obama, qui a effectué une visite tout aussi historique à Hiroshima en mai,

n'avait, de la même façon, pas présenté d'excuses pour les bombes atomiques larguées en août 1945 sur cette ville et sur Nagasaki, qui firent des centaines de milliers de victimes civiles. Shinzo Abe est le premier chef de gouvernement japonais en exercice à se rendre à Pearl Harbor depuis le bref passage qu'y avait fait Shigeru Yoshida en 1951. Lundi déjà, le chef du gouvernement japonais s'était recueilli devant plusieurs lieux de mémoire à Hawaï, au National Memorial Cemetery of the Pacific, notamment, un cimetière militaire américain d'Honolulu.

AFP



Une rencontre régionale pour préparer l'événement

# Cinquantenaire du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem

Le commissariat du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem (Fntam) a organisée mardi à la Maison de la culture M'barek El Mili de Mila, une rencontre régionale, en préparation de la prochaine édition de ce festival, en présence des représentants des troupes amateurs de l'est du pays.



**S**elon le commissaire du Fntam, Mohammed Nouari, cette rencontre régionale, initiée dans l'optique de préparer au mieux le cinquantenaire du Fntam prévu pour 2017, vise à poser les jalons et à fixer les objectifs des prochaines éditions du festival.

De son côté, le directeur artistique du Festival, Mohammed Boudouane, a indiqué que cette

rencontre qui constitue une première du genre, a permis de débattre des problématiques inhérentes au Fntam et des conditions de soutien au théâtre amateur dans ses dimensions pratique et académique.

Cette journée a également offert l'occasion aux participants de traiter de la réalité du terrain vécue par ces troupes théâtrales déplorant «la marginalisation et le manque de considération»

dont sont victimes bon nombre de comédiens amateurs.

Toujours dans le cadre de la préparation de la 50<sup>ème</sup> édition du Fntam, d'autres rencontres analogues à celle-ci seront prochainement organisées à Boudouaou (Boumerdès), Ouargla et Mascara.

Par ailleurs, la ville de Mila accueillera durant le mois de mars prochain les éliminatoires de la prochaine édition du Fntam

pour les wilayas de l'est du pays.

Fondé en 1967 sous l'impulsion du regretté Si El Djilali Benabdelhalim et d'anciens membres des Scouts musulmans, le Festival national du théâtre amateur de Mostaganem s'est érigé, au fil des éditions, comme une référence en la matière devenant le rendez-vous incontournable des amoureux du 4<sup>ème</sup> art.

T.R

Sud-ouest de la Chine

## Ouverture d'une exposition sur les grottes de Dunhuang

**U**ne exposition sur l'art des grottes de Dunhuang (province du Gansu), abritant la plus importante collection de sculptures sur pierre et peintures murales de la Chine, a ouvert récemment ses portes à Chengdu. Couvrant une période de 1 000 ans, entre le IV<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècles, plus de 200 objets sont exposés lors de cet événement

qui durera jusqu'au 10 avril 2017, mettant en valeur des répliques grandeur nature de plusieurs grottes de Mogao et de Yulin qui font partie des grottes de Dunhuang.

Le public pourra découvrir également des copies de 12 sculptures colorées, 70 fresques, ainsi que 10 documents découverts dans une grotte de Mogao.

En plus des objets des grottes de Dunhuang, des répliques des grottes du mont Maiji dans le Gansu et du vieux bourg de Gaochang dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang seront également exposées pour montrer la culture de l'ancienne Route de la soie.

T. R.

Le chanteur a été victime d'une crise cardiaque

## La famille de George Michael touchée par les témoignages d'affection

**L**a famille et les proches du chanteur britannique George Michael, décédé dimanche à l'âge de 53 ans, se sont dits mardi «touchés au-delà des mots» par les témoignages d'affection des fans depuis l'annonce de sa mort.

«La famille et les amis proches de George ont été touchés au-delà des mots par l'in-

crovable vague d'affection survenue dans les heures et jours après sa mort», écrivent ces derniers dans un communiqué, diffusé par l'agent du chanteur.

«Pour quelqu'un dont la vie tournait autour de la musique, et qui aimait sa famille, ses amis et ses fans, il ne pouvait y avoir meilleur hommage que ces nombreux messages d'affection»,

poursuivent-ils. De nombreux fans, parfois en pleurs, se pressaient encore mardi devant ses résidences du nord de Londres et de Goring (sud de l'Angleterre), où il est décédé, venant déposer bouquets de fleurs, bougies et autres messages, rapportent des médias. George Michael a été retrouvé mort le jour de Noël. Selon son manager Michael

Lippman, le chanteur aux plus de 100 millions de disques écoulés, interprète notamment des tubes *Last Christmas*, *Faith* et *Careless Whisper*, a été retrouvé dans son lit, victime d'une crise cardiaque.

La police, qui ne considère pas sa mort comme suspecte, a toutefois annoncé qu'une autopsie serait menée.

T.R.

## Box-office américain Plus de 300 millions de dollars pour le nouveau Star Wars

*Rogue One*, le nouvel opus de la saga *Star Wars*, a passé la barre des 300 millions de dollars de recettes au box-office nord-américain, selon des chiffres définitifs de la société Exhibitor Relations.

Près de 40 ans après la sortie de *La Guerre des Etoiles*, *Rogue One* a amassé durant les quatre jours du week-end de Noël, 96,1 millions de dollars aux Etats-Unis et au Canada, ce qui porte le total à 318 millions de dollars pour sa deuxième semaine à l'affiche.

*Rogue One* est le premier film dérivé (*Spin off*) de la célèbre saga et retrace la mission d'un commando de l'Alliance rebelle pour récupérer les plans de l'Etoile noire, arme de destruction de l'Empire.

R. I.

## Auteur des *Garennnes de Watership Down* Décès de Richard Adams

L'écrivain britannique Richard Adams, l'auteur de *Watership Down* (*Les Garennnes de Watership Down*, pour l'édition française), vendu à plusieurs dizaines de millions d'exemplaires dans le monde, s'est éteint samedi à l'âge de 96 ans, a-t-on annoncé mardi sur le site Internet de son ouvrage.

«La famille de Richard Adams annonce avec tristesse que leur père, grand-père et arrière-grand-père chéri s'est éteint à 22h00 GMT lors du réveil de Noël», indique un communiqué publié sur le site.

*Watership Down* relate les aventures d'un groupe de lapins à la recherche d'un nouveau logis après la destruction de leur garenne.

Le livre, qui était son premier roman, a été publié en 1972. Il a inspiré un film animé en 1978 et une série télévisée diffusée de 1999 à 2001 en Grande-Bretagne.

Richard Adams a expliqué que l'idée lui en était venue pour distraire ses deux filles, alors enfants, lors d'un long déplacement en voiture. Le livre leur est dédié.

Il avait même inventé un langage, le «Lapine», pour les besoins de sa fiction.

L'ouvrage est étudié dans les écoles britanniques. Il avait pourtant été refusé dans un premier temps par les éditeurs qui estimaient que les connotations sombres du livre n'étaient pas appropriées pour les enfants.

Richard Adams avait écrit en 1996 une suite intitulée *The Tales of Watership Down*, 19 nouvelles où l'on retrouve certains des personnages des «Garennnes...»

Richard Adams a également écrit *Shardik et les Chiens de la peste* (*The Plague Dogs*).

T. O.



## PAROLES DE FEMMES

«La fidélité est avant tout une question d'amour.»

Suzanne Ratelle-Desnoyers



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«La fidélité, c'est quand l'amour est plus fort que l'instinct.»  
Paul Carvel

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

UNE VÉRITABLE RENAISSANCE  
POUR LA CHANTEUSE

## Françoise Hardy est enfin heureuse



*Françoise Hardy a traversé deux années très difficiles. Eprouvée par la maladie et les traitements successifs, elle confiait alors ne plus sortir de chez elle. Mais la chanteuse est finalement parvenue à remonter la pente et aborde désormais l'avenir avec sérénité.*

**D**epuis 2004, Françoise Hardy se bat contre la maladie. Atteinte d'un cancer du système lymphatique dit lymphome de Malt, la chanteuse fut plongée pendant quelques semaines dans un coma artificiel suite à une chute début 2015. Contre toute attente et alors que son médecin évoque le traitement de la dernière chance, la chimiothérapie fonctionne. Au fil de sa convalescence, la mère de Thomas Dutronc vit une véritable résurrection, comme elle vient de le confier au *Figaro* : «J'étais en train de mourir et j'ai ressuscité». En novembre dernier, Françoise Hardy publiait un livre documentant son combat et ce long chemin vers la guérison, intitulé *Un cadeau de ciel*. Fêrue d'astrologie, cette expérience au plus près de la mort l'a conforté dans sa croyance en la réincarnation : «Au fil de l'écriture de ce livre, j'en suis venue à me dire que la réincarnation était une nécessité. On apprend si peu de choses au fil d'une vie, finalement. Comment expliquer autrement que certains jouent magnifiquement du piano à 4 ans? On se dit que ce sont des êtres qui ont été préparés dans une ou plusieurs vies antérieures».

Un retour à la vie qui a redonné à la chanteuse l'envie de sortir à nouveau, même si elle se contente des spectacles de Thomas Dutronc, son fils adoré. Surtout, l'inoubliable interprète de *Tous les garçons et les filles* et grand amour de Jacques Dutronc se déclare aujourd'hui «heureuse». Après ces épreuves, une vraie leçon de courage.

## MINCEUR

## QUEL EST LE MEILLEUR RÉGIME AMINCISSANT ?

**C**hrono-nutrition, Dukan, Atkins... Pas facile de s'y retrouver dans la jungle des régimes minceur ! Nous avons demandé son avis à la coach des stars, Julie Ferrez, pour vous aider à faire le bon choix.

## ET LE MEILLEUR DES RÉGIMES EST...

«AUCUN !», explique Julie Ferrez. «Le meilleur des régimes c'est de ne pas faire de régimes ! Tous ces régimes à la mode c'est du marketing pur et simple. Ne vous laissez pas piéger. Si, déjà, vous arrivez à faire trois vrais repas par jour, sans sauter le petit déjeuner par exemple, c'est très bien et c'est un excellent début pour mincir. Il faut vraiment appli-

quer les bases de l'équilibre alimentaire si on veut rester mince. Or la plupart de ces régimes ne permettent pas de manger de tout ce qui provoque faim et frustration. Et vous craquez, reprenez etc. Rien ne sert de maigrir si c'est pour faire le yo-yo avec sa ligne.»

## LES RÉGLES D'UN BON RÉGIME ALIMENTAIRE

Julie Ferrez : «Évitez d'associer protéines (viandes, poissons, volailles) et glucides seuls (riz, pâtes, pommes de terre...) dans une même assiette. Vous devez vous débrouiller pour qu'il y ait toujours une portion de légumes dans votre assiette et qu'elle soit supérieure à

## BIEN-ÊTRE

## STRESS, MANQUE D'ÉNERGIE... LES BIENFAITS DES HUILES ESSENTIELLES

**F**aciles d'utilisation, en roll-on ou en flacon, les huiles essentielles possèdent de nombreuses vertus. Plurielles.fr vous explique comment procéder pour profiter de leurs bienfaits.

## L'APPLICATION

Les huiles essentielles sont très concentrées et quelques gouttes suffisent pour qu'elles soient efficaces. Inutile donc d'en mettre beaucoup ! Une posologie claire est généralement fournie avec chaque flacon ou roll-on pour une efficacité optimale.

Les huiles essentielles peuvent s'appliquer à la naissance du cou, sur le plexus solaire, sous les oreilles ou sur les poignets. Évitez soigneusement le contour des

yeux et des lèvres qui pourraient être irrités.

## POUR CALMER LE STRESS

Privilégiez le lavandin qui relaxe le corps et l'esprit, le géranium qui aide à retrouver un bon équilibre nerveux, le romarin et la menthe des champs qui chassent les idées négatives.

Pour un effet rapide, appliquez quelques gouttes de ces huiles sur le plexus solaire.

## POUR UN RÉCONFORT RAPIDE

Si vous venez d'apprendre une mauvaise nouvelle ou que vous êtes en situation de choc, tournez-vous vers des huiles essentielles à base de composants qui vous apporteront un

réconfort rapide. La sauge sclérée aide à évacuer la pression, la verveine calme l'anxiété et la menthe verte permet de se recentrer sur soi. Appliquez quelques gouttes à la naissance du cou, sous les oreilles ou sur les poignets.

## POUR RETROUVER DE L'ÉNERGIE

Si vous manquez de vitalité, certaines huiles essentielles peuvent vraiment vous rebooster. Le pamplemousse stimule et dynamise, l'eucalyptus oxygène le corps et la cannelle donne du tonus. Appliquez les huiles à base de ces composants sur les poignets ou en haut du cou.



vos parts de glucides. Si vous ne mangez pas de légumes avec vos glucides, vous allez avoir une digestion lente et cette envie terrible de faire la sieste après le repas ! Mais surtout vous pouvez bloquer les mécanismes d'élimination de votre corps et tout simplement bloquer votre perte de poids.»

## MANGEZ DES FRUITS EN DEHORS DES REPAS

Julie Ferrez : «Je vous déconseille de manger des fruits crus à la fin du repas car ils entraînent une fermentation dans l'estomac qui freine le transit. Mangez des fruits crus 30 minutes avant ou après le repas mais pas à la fin de votre repas. En revanche, tous les fruits cuits peuvent se manger en dessert. Une compote de pommes à la fin du repas c'est très bien.»



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Coupe d'Algérie de football (1/8<sup>es</sup> de finale)

## L'USMA éliminée, la JSK et l'ESS passent

Le champion sortant, et une des formations jouant le haut du tableau, l'USM Alger a été éliminé lors de ces huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie par l'USM Bel Abbés aux tirs au but (5-4), après que les 120 minutes se sont terminées sur un score vierge. C'est la première surprise de ce tour, d'autant plus que les Rouge et Noir sont sur une belle lancée et on pensait qu'ils pouvaient facilement passer, sachant que les gars de la Mekekra sont dans une situation difficile en championnat. De son côté, la JS Kabylie est passé mais difficilement en battant la petite formation de Nasr El-Fedjoudj sur la plus petite des marges (1/0). Un seul but de Boulaouidet inscrit dans les tous derniers moments à la 83' a été salutaire pour les Canaris qui évitent donc un autre camouflet, surtout qu'il ne leur reste que la Coupe pour essayer de sauver la saison, étant donné qu'ils sont loin en championnat. L'Entente de Sétif a trouvé toutes les peines du monde pour venir à bout de la formation de la JS Saoura, puisque la qualification est venue grâce aux tirs au but (7-6), après que le match s'est soldé sur le score de (2/2). Les buts de l'Entente ont été inscrits par Ait-



Ouamer (10'), Djabou (75' s.p), alors que ceux de la JSS ont été marqués par Hamia (60'), Djali (65'). De son côté, le Mouloudia d'Alger est facilement passé aux quarts de finale de la Coupe en battant la formation de Beni Douala sur le score sans appel de (7/1). Les buts du Doyen ont été inscrits par Bougueche (2' et 22'), Zerdab (31'), Djemaoui (47'), Boudebouda, (60'), Azzi (79' s.p), Mehdi (85'), alors que le but du USBD a été marqué par Zeghnoune (66'). Les Vert et Rouge restent donc dans la cour-

se pour cette compétition et souhaitent gagner le trophée pour la deuxième de fois de suite après l'avoir décroché l'année dernière.

## Les résultats:

JSK-NEF 1-0  
ESS-JSS (2/2) (l'ESS se qualifie 7-6 aux tirs au but)  
USMBA- USMA 0-0 (Bel Abbés se qualifie 5-4 aux tirs au but)  
MC Alger - US Béni Douala 7-1

Volley-ball/Nationale Une messieurs (mise à jour)

## Victoire du NC Béjaïa devant l'ASV Blida

Le NC Béjaïa s'est imposé face à l'ASV Blida sur le score de 3 sets à 0, en match comptant pour la mise à jour du calendrier du championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale Une messieurs (2<sup>e</sup> phase - Poule F), disputé mardi à Blida. Grâce à cette victoire le NC Béjaïa (11 points) remonte à la 3<sup>e</sup> place du classement de la Poule F, alors que l'ASV Blida est septième avec 4 points.

Basket-ball/Super-Division A (mise à jour)

## Victoire du GSP face au CS Gué de Constantine

Le GS Pétroliers s'est largement imposé face CS Gué de Constantine sur le score de 100-60, en match comptant pour la mise à jour du calendrier du championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division A (poule 1), disputé mardi à Alger. A la faveur de ce succès, les Pétroliers remontent à la 6<sup>e</sup> place du classement de la Poule A, avec 6 points en trois matchs joués, alors que le CS Gué de Constantine occupe la 5<sup>e</sup> place du classement avec 7 points.

Ligue 1 Mobilis (mise à jour)

## Victoire du MOB devant le CAB

Le MO Béjaïa s'est imposé face au CA Batna sur le score de 2 buts à 1 (mi-temps : 1-0), en match comptant pour la mise à jour de la 10<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, disputé mardi à Béjaïa. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Messadia (10') et Khadir (87') pour le MO Béjaïa, et Djoghmani (66') pour le CA Batna. Malgré cette victoire, la deuxième de la saison, le MO Béjaïa occupe toujours la dernière place du classement avec 11 points.

Equipe nationale

## Brahimi rejoindra en retard le stage des Verts

L'international algérien Yacine Brahimi devrait rejoindre en retard le stage de la sélection algérienne en vue de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de 2017, car étant concerné par le match de son équipe le FC Porto face à Moreirense, le 3 janvier dans le cadre du championnat portugais, indique mardi la presse locale. La sélection algérienne, elle, débute le 2 janvier son regroupement au Centre technique de Sidi Moussa (Alger) jusqu'au 12 du même mois, date de son départ pour le Gabon qui abritera le rendez-vous continental du 14 janvier au 5 février. Brahimi, sorti des plans de son entraîneur à Porto depuis l'intersaison, a réussi, depuis quelque temps, à retrouver sa place de titulaire dans le onze des "Dragons", inscrivant dans la foulée trois buts lors des quatre dernières sorties du deuxième du championnat portugais.

USM Alger

## Khoualed à Aspetar pour sa rééducation

Le défenseur international algérien de l'USM Alger, Nacereddine Khoualed, opéré il y a deux mois après une fracture au tibia, se trouve depuis lundi à la clinique Aspetar de Doha (Qatar) pour y effectuer sa rééducation, a annoncé mardi la direction du club champion d'Algérie en titre sur son site officiel. «Le capitaine Nacereddine Khoualed se trouve depuis lundi à Doha, pour effectuer sa rééducation à la clinique Aspetar et qui devrait durer un mois», selon la direction des Rouge et Noir. Khoualed (30 ans) s'était fracturé le tibia le 1<sup>er</sup> novembre dernier, lors de la supercoupe d'Algérie, remportée (2-0) contre le MC Alger au stade Mustapha Tchaker de Blida.

Taekwondo

## 36 internationaux en stage à Alger et Bouira

Trente-six (36) taekwondoïstes internationaux algériens, de toutes les catégories d'âge, sont en regroupement à Alger et Bouira pour préparer les échéances internationales à venir, a indiqué la Fédération algérienne de taekwondo. Parmi ces athlètes, 20 seniors (11 messieurs et 9 dames) sont regroupés à la salle Rabah-Bitad de Bouira pour préparer le prochain Championnat du Monde de poomsae (kata), au moment où les 16 athlètes restants (9 garçons et 7 filles) sont issus de catégories d'âge plus jeunes et se préparent à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques de Bordj El

Bahri (Alger). Un camp pour jeunes talents sportifs, établi pendant ces vacances scolaires d'hiver, entre autres «pour commencer à préparer les Jeux Africains de la Jeunesse» prévus en 2018 en Algérie, selon la Fédération algérienne de taekwondo. Le stage des seniors est dirigé par les entraîneurs nationaux Abdeldjalil Harrabi et Farès Benmoussa, a indiqué l'instance fédérale, ajoutant que les jeunes talents, eux, sont encadrés par les techniciens Madjid Hamoudi et Boualem Derouaz. Ces deux stages, entamés samedi, s'achèveront le jeudi 29 décembre, a-t-on encore appris de même source.

JA-2019

## Réunion entre l'UCSA et la Fédération africaine des affaires sociales en janvier

Une réunion entre l'Union des Confédérations Sportives Africaines (UCSA) et la Fédération Africaine des Affaires Sociales est prévue le 10 et 11 janvier prochains au Caire, a annoncé mardi l'UCSA sur son site officiel. La réunion regroupera les présidents des deux institutions, à savoir l'Egyptien Ahmed Nasser Mostafa Kamal Mohamed, premier responsable de l'UCSA et Oullo Wally, directeur Général de la Fédération Africaine des Affaires Sociales, ainsi que des membres

de chaque structure. «Les discussions entre les deux parties porteront autour des Jeux Africains de 2019 dont l'organisation sera sous la responsabilité de l'UCSA et de l'ACNOA (Association des Comités olympiques nationaux d'Afrique)», a indiqué la même source. La rencontre de janvier sera la seconde après celle de novembre dernier et interviendra avant le déplacement des présidents: de l'ACNOA, le Général Lassana Palinfo et de l'UCSA et de Fédération Africaine des Affaires Sociales

pour le Guinée Equatorial en mi-janvier 2017, en vue de rencontrer le Président de la République du Guinée Equatoriale, l'Etat responsable de la préparation et de l'accord des Jeux Africains 2019. Il est à rappeler que la Guinée Equatoriale sera l'organisatrice de la 12<sup>e</sup> édition des Jeux Africains, après avoir abrité la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN) en 2015 et avoir été co-organisatrice en 2012, de la même compétition, avec le Gabon.

Championnat d'Algérie de voile

## Domination des véliplanchistes d'El Marsa

Les véliplanchistes du Club nautique El Marsa (Alger) ont dominé les courses de la première journée de la quatrième et dernière phase du championnat d'Algérie de voile, disputée mardi à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques de Bordj El-Bahri (Alger). Dans la spécialité Optimist, c'est Amani Bouras (CN El Marsa) qui a dominé les courses féminines, alors que Hichem Mokhtari (Club de Tipasa) a pris la tête chez les garçons. En RSX, c'est l'international Hamza Bouras (CN El Marsa) qui s'est adjugé la

tête du classement à l'issue des courses disputées mardi. Chez les dames c'est Katia Belabes (Jeunesse sahel El Marsa) qui a dominé la compétition. En Race Board, Amirouche Benazoug (Forces navales) occupe la première place du classement chez les messieurs, alors que Amina Berrichi (Sindibad, Oran) a dominé chez les dames. Les courses de la quatrième et dernière phase du championnat d'Algérie de voile se poursuivront jusqu'à jeudi à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques de Bordj El-Bahri (Alger).



## Ambassade du Maroc en Espagne Manifestation pour exiger la libération des prisonniers politiques sahraouis

Des dizaines de personnes, membres du mouvement espagnol de solidarité avec le peuple sahraoui ont manifesté, mardi en fin d'après-midi, devant l'ambassade du Maroc à Madrid pour exiger «la libération immédiate des prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines».

Les manifestants qui ont répondu à l'appel lancé par la coordination espagnole des associations amies avec le peuple sahraoui (CEAS-Sahara) exigent "la libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis détenus illégalement dans les prisons marocaines" et notamment, ceux du groupe appelé Gdeim Izik, emprisonnés injustement et illégalement depuis 2010.

Portant les drapeaux de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), les manifestants ont en outre dénoncé "les violations systématiques des droits de l'homme dans les territoires sahraouis" en scandant "la lutte continuera et le Polisario vaincra", "le Maroc coupable et l'Espagne responsable".

Cette concentration, a souligné José Taboada, le coordinateur espagnol des associations amies avec le peuple sahraoui est organisée "par solidarité avec les prisonniers sahraouis détenus injustement dans les prisons marocaines". Les prisonniers du groupe appelé Gdeim Izik, a-t-il précisé sont "tous des défenseurs des droits de l'homme qui luttent pour la liberté de leur peuple".

José Taboada a par ailleurs appelé les Nations Unies à exercer une pression sur le Maroc afin de "libérer immédiatement ces prisonniers" et de chercher "une solution pour mettre fin aux violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés à la tenue d'un référendum d'autodétermination".

La CEAS-Sahara qui reste mobilisée "jusqu'à la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis" demande par ailleurs au gouvernement espagnol "de se préoccuper davantage de ces prisonniers politiques comme il le fait avec les prisonniers du Venezuela et d'autres parties du monde", a ajouté le même responsable.

D'autres manifestants tels François Porraz Lopez, Rakel des associations de Madrid et de Getafe, amies avec le peuple sahraoui, ont indiqué à l'APS qu'ils sont conscients de la situation difficile du peuple sahraoui dont "les droits fondamentaux sont violés au quotidien" et qu'ils restent mobilisés jusqu'à ce que "ce peuple recouvre son indépendance par le biais d'un référendum d'autodétermination".

R. I.

### Boumerdès

## Destruction de deux casernes pour terroristes

Deux casernes pour terroristes ont été détruites lundi à Boumerdès par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a détruit, le 26 décembre 2016 à Boumerdès (1ère Région militaire), deux casernes pour terroristes», précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale en coordination avec des éléments des Douanes «ont arrêté, à Sidi Bel Abbès et Oran (2e Région militaire), quatre narcotrafiquants et saisi 57,5 kilogrammes de kif traité, tandis que 2 700 litres de carburant ont été saisis à Tlemcen». D'autre part, des détachements de l'ANP «ont saisi, à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6e Région militaire), un camion, 10 tonnes de denrées alimentaires et six détecteurs de métaux», souligne le communiqué du MDN.

T. L.



Le Premier ministre explicite la Loi de Finances 2017

## Sellal réfute toute politique d'austérité



Par Massi Salami

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est montré rassurant, hier, lors de son passage à la télévision algérienne, à l'occasion d'une émission spéciale. M. Sellal se disant " franc " a affirmé que le gouvernement maîtrise la situation malgré la chute brutale des prix du pétrole. Optimiste, il a affirmé que cette crise est une opportunité pour changer de modèle économique. L'Algérie, a-t-il soutenu, n'a pas opté pour l'austérité et a choisi d'aller vers la création de richesses. Une dynamique enclenchée en 2016 et se poursuivra en 2017, pour parvenir en 2019 à placer l'Algérie parmi les pays émergents.

Le Premier ministre a été formel en affirmant que le pétrole ne sera pas la source du développement de l'Algérie. Cette richesse, a-t-il expliqué, " va nous aider à nous développer ". Et pour preuve, la Loi de finances 2017 a donné plus de facilitations au développement des entreprises. " On va baisser l'importation et diversifier et augmenter la production nationale "a-t-il souligné. La Malaisie et l'Indonésie seront le modèle à suivre. Cela d'autant que le pays est sur la bonne voie et ce, compte tenu de différents indicateurs. "

Tout indique que nous maîtrisons les indicateurs macroéconomiques. L'inflation est à une moyenne de 4%. Les revenus du pétrole cette année sont de 27,5 milliards de dollars, l'année prochaine ils augmenteront à 35 milliards pour atteindre 45 milliards de dollars en 2019 ". Des données rassurantes sachant que la dette extérieure est négligeable, ne dépassant pas 3 milliards de dollars.

Evoquant une étude prospective, il affirmera que malgré la rigueur, le programme de développement tracé par le gouvernement sera réalisé avec les moyens financiers disponibles. A terme, ajoute M. Sellal, l'Algérie passera à l'exportation en se dirigeant vers l'Afrique où des marchés ont été déjà identifiés.

Sur un autre plan, le Premier ministre a réaffirmé l'engagement de l'Etat à lutter contre la bureaucratie, rappelant la rencontre avec les walis et les instructions données à cet effet. " La situation commence à s'améliorer, malgré la subsistance de certains problèmes " a-t-il dit. Le numérique ajoute-t-il, permettra d'aller de l'avant pour faciliter la tâche notamment aux investisseurs privés. Sur ce point, il ne manquera pas de rappeler que de gros budgets seront consacrés à l'investissement. Et de souligner que l'emprunt obligataire a permis

au gouvernement de couvrir les besoins financiers du pays pour cette année.

Sur le plan social, Abdelmalek Sellal, a indiqué que l'Algérie n'ira pas vers le libéralisme réitérant l'engagement de l'Etat à maintenir le caractère social de la République.

Les gens ont le droit de critiquer, a-t-il concédé, précisant toutefois que malgré la crise " les conditions de vie du citoyen n'ont pas dégringolé ".

La couche moyenne doit être au centre de l'intérêt du gouvernement. Elle doit bénéficier des mesures prises par l'exécutif qui opte pour une politique de ciblage. Il a cité, à titre d'exemple l'augmentation des prix du carburant précisant que le tarif du gasoil n'a pas été touché puisqu'il est destiné aux simples citoyens.

" Malgré l'augmentation de la TVA, elle ne va pas toucher les produits de premières nécessité " a-t-il indiqué, insistant sur le fait que " le président Bouteflika tient au maintien des transferts sociaux ".

Aussi, il a affirmé que le programme du logement va se poursuivre. Selon lui, plus de 300 000 logements ont été réceptionnés cette année, le même chiffre sera construit l'année prochaine, rassurant que toutes les mesures ont été prises pour poursuivre les programmes en cours.

M.S.

## ACTU...

Protection civile

### Important dispositif de sécurité à l'occasion du Nouvel An

Un important dispositif de sécurité a été mis en place par la direction générale de la Protection civile, à l'occasion de la célébration du Nouvel An 2017, a indiqué hier cette institution dans un communiqué.

Ce dispositif de sécurité porte, notamment, sur «le renforcement des effectifs d'intervention de la Protection civile au niveau de diverses unités opérationnelles et des postes de secours routiers pour une meilleure couverture des zones d'intervention afin de réduire le temps d'intervention», a précisé la même source. «Des actions d'anticipation seront menées avec des équipes mobiles de la Protection civile qui seront déployées sur le terrain afin de surveiller les points noirs du trafic routier, les sites touristiques et les espaces publics qui connaissent des regroupements massifs des foules en cette période de l'année», souligne le communiqué. Dans ce contexte, la direction générale de la Protection civile appelle les citoyens à plus de vigilance et de prudence, afin d'éviter les accidents qui pourraient arriver et qui peuvent s'avérer fatals.

R. N.

Libye

### Onze corps de migrants retrouvés près de Tripoli

Les corps de 11 migrants morts par noyade après le naufrage de l'embarcation dans laquelle ils tentaient de rejoindre l'Europe ont été retrouvés sur des plages près de Tripoli (ouest), a indiqué hier le Croissant-Rouge libyen. «Les équipes de la branche de Tripoli du Croissant-Rouge libyen ont récupéré mardi 11 cadavres rejetés par la mer» sur plusieurs plages autour de la capitale, a indiqué Mohannad al-Fallah, un volontaire de cette organisation. Selon lui, les équipes ont été dépêchées après des signalements d'habitants concernant la présence de corps sur des plages. La branche tripolitaine du Croissant-Rouge libyen a précisé sur sa page Facebook que les corps avaient été découverts sur des plages de l'ouest de la capitale, à Hay al-Andalous, à Regata - un complexe résidentiel pour expatriés - et à Sayyad, cette dernière étant située dans une zone rocheuse difficile d'accès.

R. N.

Migrants

### 14 décès par jour en moyenne en mer Méditerranée

Quatorze personnes meurent en moyenne chaque jour au cours de leur traversée de la mer Méditerranée en 2016, le bilan le plus lourd jamais enregistré, a indiqué le Bureau du porte-parole du secrétaire général des Nations unies. Le nombre total de personnes mortes en mer Méditerranée en 2016 a dépassé les 5 000, a indiqué le Bureau, citant les statistiques du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Le HCR a déclaré que cette situation soulignait le besoin urgent des pays d'accroître les voies d'admission des réfugiés, telles que les mesures de réinstallation, de financement privé et de réunification des familles et les bourses destinées aux étudiants. En 2015, plus d'un million de personnes avaient tenté la traversée de la Méditerranée, dont 3 771 n'y ont pas survécu.

T. O.